

# *l'Anti*capitaliste

n°256 | 18 septembre 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



# CENSURONS

## le gouvernement dans la rue

### Dossier

**Israël-Palestine: un  
conflit, des issues?**

Pages 6 et 7

### ÉDITO

**Sur le tarmac, la grève**  
Page 2

### PREMIER PLAN

**Ukraine: après le  
cessez-le-feu**  
Page 2



### ACTU POLITIQUE

**Palestine: refusons la  
criminalisation de la solidarité**  
Page 4

### LIBRE EXPRESSION

**Entretien sur la grève des  
fast-food aux USA**  
Page 12





Par LÉON CRÉMIEUX

## Sur le tarmac, la grève

La grève des pilotes d'Air France aura polarisé l'information sociale de la semaine. Elle déclenche les réactions habituelles des médias concernant les salariés « privilégiés » d'Air France, d'autant plus lorsque la grève concerne les navigants.

Ce mouvement n'est pas un phénomène isolé dans le ciel européen. Il y a quelques jours, c'était les navigants de Lufthansa qui étaient en grève, tant il est vrai que les grands groupes européens du transport aérien mènent des attaques similaires pour dégager des marges financières. Et le nouveau plan d'Air France, « Perform 2020 » mériterait bien aussi une réaction massive de toutes les autres catégories professionnelles de la compagnie.

La cause principale de la grève est la décision de développer la filiale low cost Transavia. La direction veut notamment délocaliser l'emploi en créant de nouvelles bases au Portugal et en Bavière à des conditions de rémunération bien moindres que celles pratiquées en France. La direction a elle-même annoncé qu'elle allait consacrer 1 milliard d'euros pour développer cette compagnie low cost alors que, en trois ans, Air France aura réalisé 1 milliard d'économie sur les emplois et les salaires. En clair, les restrictions imposées vont servir à financer le low cost. Il ne s'agit donc pas d'un nouveau développement, mais bien d'un redéploiement d'activités. Une bonne partie des nouvelles lignes de Transavia seront des lignes desservies aujourd'hui par des avions et des équipages Air France... permettant ainsi d'escamoter des milliers d'emplois.

Deux ans après avoir dit qu'Air France risquait de mourir et supprimé 7500 emplois, le PDG De Juniac promet aujourd'hui d'atteindre, pour les actionnaires, un retour sur capital investi de 9 à 11%. Il promet aussi une croissance basée sur la suppression d'autres emplois à Air France, en empochant des dizaines de millions avec le CICE et les deniers promis pour le Pacte de compétitivité. De Juniac a été récompensé l'année dernière pour son action économique exemplaire... Gageons que le Medef le récompensera rapidement pour son plan de croissance remplaçant des emplois stables par des emplois low cost. Hollande et Valls ne cessent-ils pas de dire qu'il faut baisser « le coût du travail », nouveau terme générique désignant les salaires des travailleurs ? Il est temps que « le coût du travail » relève la tête !

## BIEN DIT

Les retraités paient les cadeaux au patronat! (...) Un gouvernement qui se prétend à l'écoute des salariés puisque soi-disant de gauche, vole l'ensemble des retraités et renie ses engagements pour celles et ceux n'ayant déjà pas assez pour vivre.

FÉDÉRATION SUD-RAIL, dans un communiqué de presse du 13 septembre 2014

À la Une

# Censurons le gouvernement dans la rue

Avec le premier gouvernement Valls, Hollande avait pratiqué la fuite en avant, accélérant les attaques et dressant contre lui une partie de sa propre majorité. Au lieu de tenter la conciliation, Valls a préféré au sortir de l'été « démissionner » trois ministres osant discuter sa politique économique, amplifiant ainsi une crise politique majeure...

Depuis, tous les indicateurs montrent que cette politique en faveur du patronat est inefficace du point de vue des objectifs affichés (le retour de la sacro-sainte croissance) et désastreuse socialement pour la majorité des salariés, des retraités et des chômeurs. Valls est donc en quête d'une légitimité nouvelle, et c'est pour cela qu'il a demandé, ce mardi, pour la deuxième fois en cinq mois, la confiance des députés... tout en précisant qu'il n'y avait pas d'alternative possible à sa politique (« le renoncement ? Non ! »), qu'il fallait aller plus vite et plus fort. « Gouverner c'est résister, gouverner c'est réformer, gouverner c'est dire la vérité, aller chercher la confiance surtout quand c'est difficile »...

Comme prévu, il a trouvé sans encombre une nouvelle majorité pour la lui accorder. Certes, il y a eu plus d'abstentions qu'il y a cinq mois, en particulier chez EÉLV, mais pas de quoi faire tomber ni même faire trembler un gouvernement, qui a donc de nouveau les mains libres pour garder le cap d'une politique totalement soumise aux exigences du Medef et des banques. Et ces derniers, qui ne lâchent pas l'affaire, sont déjà dans les starting-blocks de la course au profit et de la baisse du « coût du travail », proposant à la veille du vote de confiance, au nom de la création d'emplois (sic), un nouveau détricotage du code du travail et des droits sociaux.

### La fausse opposition des « frondeurs »...

Les raclées électorales des municipales, puis des Européennes, la perte d'adhérents et le discrédit



grandissant du Parti socialiste accélèrent les divisions internes, mais sans que la rupture soit à l'ordre du jour. Avant de tenter de se démarquer du naufrage, Montebourg et Hamon ont bien fait le sale boulot. Les fameux « frondeurs » - « fraudeurs », très fortes gueules, en particulier dans les médias ou les fêtes populaires, le sont beaucoup moins quand il faut réellement passer aux actes. Rappelons que cet été, ces « frondeurs » (tout comme les radicaux de gauche et la majorité d'EÉLV) ont voté aussi bien pour la réforme ferroviaire que pour le projet de

loi de finances rectificative pour 2014, qui a mis en place la première partie du Pacte de responsabilité. En avril, ils s'étaient déjà contentés de s'abstenir sur le vote du plan d'économies de 50 milliards d'euros pour 2015-2017. Bref beaucoup de bruit pour rien. Mais l'apparition de ces « frondeurs » et la sortie d'EÉLV du gouvernement relancent chez certains le débat sur une nouvelle forme d'union de la gauche. C'est en particulier le cas au PCF qui n'a cessé d'exprimer son soutien aux « frondeurs » durant sa fête de l'Huma. « Je sais bien que ça va se

finir par des abstentions et que ce ne sera pas suffisant pour obtenir un changement de gouvernement, [explique Pierre Laurent]. Mais il n'y a pas si longtemps, il n'y avait pas de frondeur ». Les yeux de l'amour pour défendre la perspective d'une majorité parlementaire alternative avec une partie du PS et EÉLV...

### La vraie fronde sociale et politique

C'est tout ce que mérite ce gouvernement libéral aux ordres du Medef. Un véritable affrontement avec lui, construit dans l'unité. Les dernières mobilisations - cheminotEs, intermittentEs et précaires, Notre-Dame-des-Landes, postierEs... et celles d'ores et déjà prévues pour la défense de l'hôpital public ce mardi 23 septembre ou pour la Sécu le 16 octobre - montrent que résister à ce gouvernement est possible. Mais ce n'est pas suffisant. Dans les semaines qui viennent, de façon unitaire, il faut construire contre ce gouvernement un pouvoir plus fort que le sien, celui de la rue.

Il y a quelques jours, Hollande a lui-même indiqué « deux situations » dans lesquelles l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée pourrait être « envisageable » : « la majorité qui se dérobe », c'est-à-dire la perte de majorité à l'Assemblée... l'autre hypothèse étant « la paralysie du pays par la rue, par la grève générale » !

Dans quelques semaines, le vote du budget pourrait être une occasion en or pour l'ensemble de la gauche sociale et politique de lancer la fronde. Chiche ?

Sandra Demarcq

## UKRAINE

# Après le cessez-le-feu

Il s'est déjà écoulé deux semaines depuis qu'un accord de cessez-le-feu a été signé à Minsk le 5 septembre. Et bien que, depuis, les deux parties - Ukraine d'une part, et « républiques populaires » non reconnues d'autre part - aient dénoncé des violations de cessez-le-feu de la partie adverse presque quotidiennement, on peut d'ores et déjà affirmer qu'il est fort peu probable que l'accord soit officiellement rompu dans les semaines à venir.

« L'accord de Minsk » n'a pu répondre précisément à aucune des questions posées par le conflit dans l'est de l'Ukraine, à commencer par l'une des principales : celle qui concerne les véritables participants au conflit et leurs vrais objectifs. Alors que l'ordre du jour des négociations de Minsk prévoyait de débattre du plan présenté par Vladimir Poutine en personne, la Russie continue de nier son rôle de partie prenante au conflit.

En dépit de l'avalanche croissante de faits témoignant de la présence directe de troupes russes sur le sol ukrainien, la stratégie du Kremlin reste inchangée : il s'agit de se présenter comme une « tierce partie » inquiète, prête à sceller le destin de l'État ukrainien avec ses « partenaires occidentaux ». L'effusion de sang au Donbass, qui a déjà coûté la vie à plus de 5000 civils, devait obligatoirement figurer en toile de fond pour qu'un accord qui redéfinisse la place de la Russie dans l'espace post-soviétique et dans le

système des relations internationales soit trouvé avec l'Occident.

### Avant le point de non-retour

L'accord signé à Minsk ne se prononce ni sur le statut des « républiques populaires » ni sur leurs frontières (qui correspondent soit aux frontières administratives des Oblasts de Lougansk et Donetsk, soit à une part nettement moindre des ces territoires qui se trouve effectivement sous contrôle de groupes pro-russes). Cependant cet accord entérine le plus important : la

fin des opérations militaires en vue de la résolution du conflit. Les défaites de l'armée engagée dans « l'opération antiterroriste », la lassitude de la société vis-à-vis de la guerre (selon les derniers sondages, plus de 50% des Ukrainiens se prononcent en faveur d'une cessation immédiate des opérations militaires, et ce sans conditions) ainsi que l'effondrement de l'économie nationale, obligent les autorités ukrainiennes à signer une armistice. Le bilan du sommet de l'Otan au Pays de Galles, au cours duquel l'Ukraine s'est littéralement vu refuser une aide militaire, a aussi été un argument de poids : les 16 millions d'euros généreusement promis pour répondre aux besoins de l'Ukraine suffisent à peine à acheter 3 tanks... Par ailleurs, il est devenu presque impossible pour la Russie de dissimuler sa participation pleine et entière à ce conflit : en effet, la dernière semaine d'août, les médias d'opposition russes se sont mis à diffuser des témoignages



# Un monde à changer

**BANGLADESH: SOLIDARITÉS D'EN BAS.** 16 districts au nord du Bangladesh ont été frappés par des inondations massives, provoquant des dégâts considérables. Les populations vivant dans les basses terres ont été durement touchées, perdant souvent tous leurs biens. Les secours sont très insuffisants et les conditions sanitaires inquiétantes. L'organisation paysanne BKF/BKS est implantée dans cette région, où la paysannerie est très pauvre. Ses organisations locales se donnent pour objectif d'aider 500 familles dans leurs zones d'implantation.

Le Bangladesh est particulièrement affecté par les conséquences du réchauffement climatique. La paysannerie est particulièrement touchée, alors que ses conditions d'existence sont déjà extrêmement fragiles. Comme l'an dernier, le BKF/BKS organise en novembre prochain, en collaboration avec des mouvements paysans indiens et népalais, une «*Caravane pour la souveraineté alimentaire, l'égalité de genre et la justice climatique*» qui traversera une partie du Bangladesh, l'est de l'Inde et aboutira au Népal.

Le 24 avril 2013, l'effondrement de l'immeuble industriel Rana Plaza avait provoqué la mort de 1138 ouvrierEs du textile (en grande majorité des femmes), 2500 personnes sérieusement blessées, et 1500 disparuEs. La situation des survivantes, tout particulièrement celle des handicapées, est en règle générale misérable. L'aide promise par le gouvernement, de grandes organisations charitables du Bangladesh et les transnationales de ce secteur, n'arrive pas aux intéressées ou s'avère cruellement insuffisante.

Les luttes se poursuivent pour que les victimes et leurs familles puissent obtenir des compensations effectives. Bien des ouvrières du textile étant d'origine rurale, le BKF/BKS s'était immédiatement engagé dans l'aide aux victimes. Le BKF/BKS veut maintenant acheter 100 machines à coudre pour permettre aux ouvrières handicapées à vie de travailler à domicile et de retrouver un revenu, une dignité.

D'après Pierre Rousselet. Pour la solidarité financière: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32995>

## IRAK **Obama attaque, Hollande fait du zèle**

Après une longue hésitation, Obama a défini sa stratégie contre l'État islamique (EI) en Irak et en Syrie: une offensive militaire et diplomatique visant à le «détruire».

«**S**i vous menacez l'Amérique, vous n'aurez aucun refuge sûr», proclame-t-il. Il invoque les menaces que représente l'EI, «y compris sur le sol américain», pour rallier l'opinion qui voyait en lui celui qui en terminerait avec l'ère Bush. Les atrocités commises par l'EI, dont une troisième décapitation, donnent du crédit à ses propos, mais en réalité les USA sont rattrapés par leur propre bilan, les deux guerres en Irak, les années d'occupation et leurs terribles séquelles. Comment croire qu'une nouvelle guerre, dont personne ne connaît l'issue, pourrait apporter une réponse au chaos engendré par la politique même des grandes puissances? L'enjeu pour les USA est en réalité d'essayer de construire de nouvelles alliances pour tenter de garder le contrôle de la situation: «une coalition» internationale la plus large possible. Hollande s'est engagé avec zèle derrière eux, tentant de reprendre pied en Irak, alors qu'en 2003, la France était restée hors de la coalition qui



Massoum et Hollande en VRP d'Obama. DR

avait mis à bas Saddam Hussein et débouché sur l'occupation. Il s'est rendu à Bagdad pour soutenir le nouveau gouvernement et s'engager à l'aider «encore davantage militairement». Puis, au Kurdistan, il a rencontré Massoud Barzani. La «menace globale appelle une réponse globale», reprend-il dans la foulée d'Obama. Le ministre de la Défense, Le Drian, en rajoute: la France «doit agir» dans le sud de la Libye, «une sorte de "hub" où les groupes terroristes viennent

s'approvisionner, y compris en armes, et se réorganiser.» Selon lui, le dispositif militaire français en Afrique de l'Ouest, l'opération Barkhane, pourrait être le point de départ d'une telle intervention.

### «Une réponse globale»?

Ainsi Hollande a présidé avec Fouad Massoum, le président irakien, la première conférence internationale sur l'Irak. Celle-ci s'est tenue lundi dernier à Paris, pour mettre sur pied «la coalition d'alliés», en présence

du chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov et du secrétaire d'État américain John Kerry, en conclusion de sa tournée au Moyen Orient, et la participation de 27 États. Elle avait une fonction politique: mettre en musique la stratégie d'Obama. La Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran sont l'enjeu des tractations. La Turquie, membre de l'Otan, se rallie à la coalition mais du bout des lèvres. L'Arabie saoudite est, elle, sans réticence, acceptant qu'une base soit installée sur son territoire, alors qu'elle a fourni des réseaux pour financer l'État islamique... Pour elle, il s'agit d'accroître son influence dans la région au détriment de l'Iran. Ce dernier n'a pas participé à cette «conférence spectacle»: pas question de s'associer à l'Arabie saoudite ni de rallier les USA. Il soutient Assad et aide les Kurdes et l'État irakien pour son propre compte. Du moins pour le moment...

Manœuvrer les rivalités entre États ou forces religieuses pour reprendre la main, tenter de reconstruire l'État irakien et son armée qui s'est effondrée, sont les premiers objectifs de la troisième guerre d'Irak qui commence. Celle-ci ne pourra qu'accroître les tensions et les souffrances des peuples qui, seuls, seraient à même de trouver une issue aux méfaits de la domination des grandes puissances, ces puissances qui ne veulent armer que ceux qu'elles peuvent contrôler et utiliser à leurs propres fins.

**Yvan Lemaître**

## Le chiffre

# 17 milliards

C'est en euros ce que détiendraient, selon une enquête du journal économique belge l'Écho, de grandes fortunes françaises dans ce pays. La Belgique en accueillerait près de 20 des 100 plus grosses. Bernard Arnault, Bernard Tapie, Stéphane Courbit, mais aussi les familles Mulliez ou Decaux sont citées...



## Agenda

**Vendredi 19 septembre, meeting contre la criminalisation de la solidarité avec la Palestine, Saint-Denis.** À l'appel du Collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, à 19h à la Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin.

**Lundi 22 septembre, rassemblement à l'occasion du procès de 7 militantEs BDS de l'Orme, Caen.** À l'appel de différents collectifs unitaires, à partir de 13h30 devant le tribunal, place Gambetta.

**Mardi 23 septembre, manifestation nationale contre "l'Hôstérité", Paris.** Convergence des luttes des hôpitaux et du secteur de la santé, à 11h au ministère de la Santé, 14 rue Duquesne, Paris 7e.

**Mardi 23 septembre, réunion publique du NPA 32, Auch.** «Nourrir l'humanité ou nourrir le capital, il faut choisir!», à 19h30 salle du Boulodrome. Plus d'informations: <http://www.npa32.fr/spip/spip.php?article883>

## NO COMMENT

Quand Dreyfus a été accusé à tort, il y a eu un débat dans la gauche pour savoir s'il fallait le soutenir. Jaurès hésite. Comme moi, au début. J'ai eu un réflexe, j'ai hésité (...) puis j'ai fait le même raisonnement que le grand Jaurès.

JEAN-LUC MÉLENCHON, samedi 13 septembre, à propos de Jérôme Kerviel qu'il a accueilli à la fête de l'Humanité sur le stand du PG

au sujet des funérailles secrètes de quelques parachutistes tombés au combat, et les «Comités de mères de soldats» indépendants ont fait état de centaines de soldats en service tués ou blessés sur le sol ukrainien. Enfin, la catastrophe économique et sociale qui touche Donetsk, Lougansk et d'autres villes de la région a atteint une telle ampleur qu'on risque de franchir le point de non-retour. Les centaines de milliers de réfugiés, réinstallés soit en Russie soit dans les régions centrales et occidentales d'Ukraine, espèrent pour la plupart pouvoir rentrer chez eux dans les plus brefs délais. Dans le cas contraire, l'État devra impérativement leur fournir un emploi et un logement fixes, et les pertes démographiques dans l'est de l'Ukraine seront dès lors difficiles à combler. La perspective de voir émerger un État non reconnu, à l'économie ruinée, où se masse une grande quantité d'armes non contrôlées, effraie encore plus la Russie que l'Occident.

### Le conflit «gelé»... et maintenant?

Par ailleurs, il est très difficile d'imaginer ces territoires retourner à une Ukraine unie sous un quelconque «statut spécial», après une guerre de courte durée mais acharnée (et qui, en dépit de l'implication militaire de la Russie, portait en elle des éléments de confrontation civile évidents). Les tirs d'artillerie sur les quartiers de civils et les enlèvements et exécutions sommaires de part et d'autre, s'accompagnaient d'un flux de propagande agressive particulièrement puissante. Les chaînes de télévision ukrainiennes et russes (dont certaines sont regardées principalement sur le territoire des «républiques populaires» non reconnues) ont mené un énorme travail de déshumanisation de la partie adverse en élaborant l'image de l'ennemi absolu avec lequel il est impossible de s'accorder et que l'on ne peut que détruire.

«L'armistice» de Minsk a permis de geler le conflit à un moment crucial, où les événements engendrés et contrôlés



La «paix» des armes? DR

par différents groupes d'élites (à Moscou, Kiev ou Washington) risquent de se développer selon leur propre logique cruelle. Un moment où la faute principale des coupables de cette

tragédie n'est plus d'avoir commencé celle-ci mais de ne plus pouvoir y mettre un terme.

**Ilya Boudraïtskis**  
(Traduit par Charlotte Fichete)

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0414 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**



MÉLENCHON

## À la recherche d'une nouvelle politique ?

Les dernières séquences électorales ont percuté Jean-Luc Mélenchon. Loin de passer devant le PS comme il le prétendait, le Front de gauche n'a obtenu qu'un peu plus de 6%. Un échec qui est aussi le bilan d'une politique qui n'a pas voulu clarifier la question de l'indépendance vis-à-vis du PS...

Lorsque le PCF s'est allié au PS aux dernières élections municipales, le Front de gauche a explosé, et ce n'est pas la recherche d'alliance avec les Verts qui pouvait constituer une alternative à la politique du gouvernement. Là aussi échec. Du coup, la formule initiale du Front de gauche est «caduque». Mélenchon déclare aujourd'hui qu'«il ne veut plus rassembler la gauche mais le peuple», et se référant à l'expérience de Podemos dans l'État espagnol, il prend du champ, se situe au-delà des partis... et lance un nouveau projet : un «Mouvement pour la VI<sup>e</sup> République».

### Incarner le neuf ?

On ne peut saisir la dynamique de Podemos, une des expériences les plus intéressantes en Europe, sans prendre en compte les principaux traits de la situation espagnole : crise du régime de la transition postfranquiste, questions nationales avec une crise aiguë en Catalogne, résistances impressionnantes contre la brutalité des plans d'austérité, mouvement des Indignés, succession de grèves nationales, «marées» de mobilisation dans la santé et l'éducation... Podemos est apparu comme l'expression politique de ces mouvements, avec des personnalités nouvelles comme Pablo Iglesias, incarnant ces mouvements en rupture avec le jeu politique traditionnel. Il y a une idée juste dans l'approche de Mélenchon : viser l'émergence d'un mouvement en rupture avec la vieille gauche traditionnelle. Mais est-il le mieux placé pour incarner le renouveau, lui l'ancien ministre, le représentant d'un Front de gauche marqué par les choix du PCF dans l'alliance avec le Parti socialiste ?

Plus substantiellement, Podemos est l'expression d'un mouvement de masse qui n'a pas encore marqué la conjoncture française, ce que ne comprend pas Mélenchon qui ne retient de Podemos que l'expression de fortes personnalités et des références au modèle nationaliste révolutionnaire sud-américain, comme celui du Chavisme au Venezuela. Or, une chose est le rôle progressiste que Chavez a eu contre l'impérialisme américain, autre chose est le modèle politique et socio-économique qui s'inscrit dans la longue tradition du caudillisme latino américain et d'un capitalisme d'État basé sur la rente pétrolière. Nous ne croyons pas que ce type de modèle puisse être une réponse aux défis de la crise en Europe en ce début du 21<sup>e</sup> siècle.

### Démocratie et indépendance

Aussi lorsqu'il prétend lancer un «Mouvement pour la VI<sup>e</sup> République», loin de s'appuyer sur des éléments de préparation d'un processus constituant en partant d'en bas, d'un vrai mouvement populaire, il le présente comme le support d'une candidature à la présidentielle, donnant à sa démarche des allures «bonapartistes», au-dessus des partis. Sur le contenu, Mélenchon reste toujours évasif sur la suppression ou pas de l'élection du président de la République au suffrage universel. Ses inspirations chavistes ne sont pas faites pour mettre en œuvre un projet de démocratie réelle.

Enfin, après avoir sous-estimé la nécessité du débat avec le PCF sur les rapports au PS, et après avoir eu, lui-même, des postures plus qu'ambiguës sur le fait de prétendre rassembler la majorité de gauche pour être Premier ministre de Hollande, Mélenchon défend maintenant une logique de contournement du mouvement ouvrier et de ce qui reste de la gauche.

Nous rejetons toutes les formules d'union de la gauche avec un PS devenu parti néolibéral, mais nous ne pensons pas qu'on puisse rassembler sans les syndicats, associations, courants, qui, à gauche, s'opposent au gouvernement, où alors dans des situations de forte activité des masses. Des initiatives comme le 12 avril en témoignent. L'unité des salariéEs et de leurs organisations ou leur auto-organisation exige une politique d'indépendance vis-à-vis de l'État et de ses institutions. Une question que Mélenchon, défenseur d'une République qui fusionne État et Nation, ne pose toujours pas.

François Sabado

## FÊTE DE L'HUMANITÉ

# Les grandes manœuvres

Baucoup de soleil et beaucoup de monde cette année à la fête de l'Huma. Comme d'habitude, une partie du public est venue pour les concerts, mais la grande majorité était venue participer à la plus grande des fêtes populaires qui en est à sa 79<sup>e</sup> édition.

Les militantEs du PCF s'affairent dans leurs stands pendant que la grande masse du peuple de gauche, toutes tendances confondues, parcourent des allées essentiellement décorées de mots d'ordre contre l'austérité signés «PCF-Front de gauche». Toutes les organisations de la gauche radicale ont leur stand, mais ce sont évidemment les organisations du Front de gauche – PCF, mais aussi PG, Ensemble et même la toute petite Gauche unitaire – qui ont les plus grandes superficies. La participation aux débats a semblé-t-il être assez moyenne, et dans les allées, on peut sentir cette année un profond malaise. La violence de la crise, les débats internes au Front de gauche, l'hostilité violente vis-à-vis du PS, et les méfiances nourries par rapport à Mélenchon, dominent les interrogations, sur fond d'inquiétudes face à la montée du Front national.

### La grande bouffe

La fête de l'Huma a toujours été un révélateur de ce qui se passe à gauche. Cette année en a été une nouvelle illustration, avec l'alignement du PCF sur une orientation préparatoire à une «nouvelle union de la gauche». En témoigne la participation des «frondeurs» du PS, très présents lors d'un repas fort médiatisé le samedi midi et dans le débat politique central, ainsi qu'EELV dans toutes ses composantes... même la moins hostile à Valls (Jean-Vincent Placé).



Ça discute cuisine... DR

C'est la Gauche unitaire de Christian Piquet qui trace le plus clairement cette orientation, organisant sur son stand un débat autour du thème «Vite une nouvelle majorité rose, verte, rouge» avec Pierre Laurent, Marie-Noëlle Lienemann, David Cormand et Pascal Cherki... Et dans son discours de clôture de la fête, Patrick Le Hyaric a été très clair : il a demandé humblement à Hollande de changer de Premier ministre et de politique, reprenant ainsi le fond du discours des «frondeurs», opposés à la politique du gouvernement mais «pas dans l'opposition»...

### Chacun ses préoccupations

Dans ce cadre, Mélenchon ou Ensemble sont rétrogradés par la

direction du PCF en seconde division... Certes, tout ce beau monde, certains en s'imposant, aura finalement été invité à déjeuner à la table de Pierre Laurent samedi midi, mais c'était juste pour la photo.

Plus isolé que les années précédentes, Jean-Luc Mélenchon a tenu son propre meeting dans le stand du PG, et ses promenades dans les allées ont été accueillies par moins de monde, moins d'applaudissements, et plus fraîchement que les autres fois, avec en particulier des critiques sur son soutien à Kerviel, accueilli en grande pompe sur le stand du PG samedi matin. De fait, Mélenchon ne croit plus au Front de gauche et veut dépasser les partis politiques pour préparer sa candidature à la prochaine présidentielle, avec la

création de son «Mouvement pour la VI<sup>e</sup> République».

Enfin, on notera que le débat, pourtant important, organisé sur le stand des Bouches-du-Rhône par le collectif unitaire issu du 12 avril (voir article en page 8), n'aura été mentionné ni dans le programme de la fête ni dans le compte rendu fait par l'Humanité. Y ont participé quelques dizaines de personnes, preuve de l'intérêt accordé à cette question par les différentes directions politiques. Il est vrai que l'on n'y parle pas d'élection...

### Un stand très animé

En ce qui concerne le NPA, il y avait beaucoup de monde sur notre stand, plus que d'habitude, avec des discussions fraternelles, notamment avec des militantEs du PCF, des ex-LCR, des ex-NPA ou sans-partis... Le stand était animé par les militantEs du NPA, notamment avec la présence d'Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou.

C'était archi-comble pour le débat autour de la Palestine, lancé par Olivier Besancenot et animé par Alain Pojolat et Julien Salingue. La librairie La Brèche a vendu beaucoup de livres, dont plus d'une centaine d'exemplaires du dernier livre d'Olivier Besancenot et de Michael Löwy, *Affinités révolutionnaires*. Des dizaines de signatures ont été recueillies pour la pétition demandant la relaxe d'Alain Pojolat. Devant notre stand se sont installées les tables des Sanofi en lutte et des Sans-papiers. Plus de 10 000 tracts ont été diffusés durant le week-end, et plusieurs dizaines des personnes en ont profité pour prendre contact avec nous.

«On n'est pas toujours d'accord avec vous mais heureusement que vous êtes là» est la réflexion entendue qui résume peut-être le mieux ce week-end. Trois journées intéressantes et révélatrices. À l'année prochaine!

Alain Krivine

PALESTINE

## Refusons la criminalisation de la solidarité

Dés le 9 juillet, François Hollande donnait le ton. Dans un entretien avec Netanyahu, il lui apportait sa solidarité, condamnant la résistance palestinienne et lui donnant carte blanche pour ce qui allait être un massacre : «il appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population...». «Toutes les mesures» furent bien prises par l'armée sioniste, et on connaît aujourd'hui le bilan catastrophique sur le plan humain et matériel. Mais la complicité du président français ne s'est pas arrêtée pas à cette odieuse déclaration...

Dans un même mouvement, l'exécutif tenta de diviser le mouvement de solidarité envers le peuple palestinien, essayant de réduire cette solidarité à une seule «communauté», tentant ainsi de transformer un problème politique en un affrontement communautaire... et d'utiliser l'accusation odieuse d'antisémitisme. Les provocations de la Ligue de défense juive (LDJ), organisées avec la passivité de la préfecture de police, rentraient dans cette logique de division du mouvement, fournissant un prétexte pour interdire toute manifestation de solidarité et d'expression de colère face aux crimes commis à Gaza. Ainsi, les arrestations se sont multipliées : dans le quartier de Belleville, trois militantEs sont arrêtés le matin pour distribution d'un tract appelant à une manifestation interdite l'après-midi. Inculpés, ils seront jugés le 29 octobre. Deux heures avant cette manifestation, deux militants en voiture, transportant pancartes et drapeaux, sont arrêtés, placés en garde à vue, leur voiture saisie. Puis arrestations arbitraires de manifestantEs, le plus souvent en fonction de leur apparence, jugés en comparution immédiate.



Mais provocations et intimidations n'ont pas réussi à diviser le mouvement de solidarité et à empêcher que s'exprime dans la rue la colère populaire. Avec d'autres organisations, le NPA a œuvré pour conserver l'unité du mouvement et ne pas céder aux injonctions du gouvernement, maintenant à Paris les rassemblements et manifestations prévues. Nos interventions ont permis de déjouer les pièges

gouvernementaux dont on peut regretter que certaines organisations se soient laissées entraîner à écouter le pouvoir.

### Contre la vengeance d'État

Le rôle important du NPA pendant toute la séquence criminelle à Gaza a conduit l'exécutif gouvernemental à traduire en justice notre camarade Alain Pojolat. Mesquine vengeance d'État. Alain, qui a déposé

la déclaration de la manifestation – finalement interdite – pour plus de 40 organisations syndicales, politiques et associatives, est le seul à être inculpé pour appel à une manifestation... qui sera par la suite interdite. Le 22 octobre, nous devons donc être plusieurs centaines pour accompagner Alain au tribunal et dire notre refus de la criminalisation du mouvement de soutien à la Palestine. D'ici là aura lieu un meeting de solidarité ce vendredi 19 septembre<sup>1</sup> et il faut amplifier le mouvement pétitionnaire en faisant signer largement la pétition «Non à la criminalisation de la solidarité avec la population de Gaza ! Nous exigeons la relaxe d'Alain Pojolat !»<sup>2</sup>.

Les basses manœuvres gouvernementales ne nous feront pas plier. Notre solidarité avec le peuple palestinien continue et va s'amplifier. Encore et encore, dans l'unité la plus large, nous continuerons à appeler aux rassemblements et manifestations, et aux action BDS.

### Marc Prunier

1 – À l'appel du Collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, à 19h à la Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin à Saint-Denis.

2 – <http://www.petitions24.net/nous>



# ÉCOSSE Un enjeu pour les anticapitalistes ?

*Au moment où nous écrivons, le résultat du référendum sur l'indépendance de l'Écosse ne nous est pas connu. Il est clair que la campagne a eu un énorme impact en Écosse, mais comment expliquer que l'ensemble des forces anticapitalistes – et également « internationalistes » – en Écosse et au Royaume-Uni se sont pleinement engagées pour le Oui à une indépendance « nationale » ?*

Internationalistes, nous soutenons le « droit aux peuples opprimés à l'autodétermination ». Mais doit-on considérer l'Écosse comme une nation opprimée ? Difficilement, car après l'Acte d'Union signée en 1707 avec l'Angleterre, la classe dominante écossaise a profité pendant deux siècles de ce « mariage », réalisant une quasi-fusion avec la classe dominante britannique, dans le commerce des esclaves, la colonisation et l'exploitation de la classe ouvrière britannique.

## Nationalistes, réformistes et « responsables »

Fondé en 1928, le Scottish national party (SNP) n'émergera vraiment qu'à la fin des années 70, quand la politique néolibérale brutale de Margaret Thatcher et l'arrivée du pétrole « écossais » dans la mer du Nord donneront un coup de pouce aux nationalistes – aux dépens des conservateurs.

En 1998, la création d'un Parlement écossais, avec des pouvoirs limités mais réels, et la poursuite de cette politique néolibérale par les travaillistes, et ensuite par Cameron et ses alliés libéraux, ouvriront la porte du pouvoir au SNP. Aujourd'hui, il est le premier parti d'Écosse, avec une majorité au Parlement écossais. Le SNP est un parti dont le nationalisme gomme la question des classes sociales, mais il est aussi un parti réformiste. D'un côté, il prône le modèle d'une économie à l'irlandaise, basée sur les bas salaires et des exportations. De l'autre, il arrive à doubler sur sa



gauche un Parti travailliste devenu néolibéral et pro-guerre, captant ainsi une partie de son électorat. Néanmoins, le SNP reste modéré et « responsable ». Il promet de respecter le régime monarchique, s'engage à ce que l'Écosse reste membre de l'Otan, et n'envisage pas de rompre avec la livre sterling. Avec une telle perspective pour une Écosse indépendante, pourquoi voter Oui ?

## Oui à l'affaiblissement de l'État britannique

En mars, les sondages donnaient une large victoire du Non. Depuis, l'arrogance s'est transformée en panique. La quasi-totalité de la presse écossaise et britannique, et tous les grands

partis, mènent une campagne de la peur contre le Oui, prédisant les pires catastrophes. Le chef de la marine britannique a exprimé son inquiétude et la reine d'Angleterre serait « horrifiée » à l'idée d'un royaume explosé. Le vote pour le Oui se dessine clairement comme un vote pour l'affaiblissement économique et militaire d'une des principales puissances au monde et de sa capacité à nuire. Quatre sous-marins, porteurs de 58 missiles nucléaires « loués » aux Américains, sont basés en Écosse. En cas de victoire du Oui, le SNP demanderait à Londres de les retirer. Ainsi, la place du Royaume-Uni au Conseil de sécurité à l'ONU pourrait-elle être remise en cause, l'équilibre au sein

de l'Otan déstabilisé et le poids du Royaume-Uni, et du coup celui des USA, au sein de l'Europe diminué. Par la même occasion la capacité d'une petite nation de 5 millions d'habitants de se séparer d'une grande puissance ne pourrait qu'encourager d'autres peuples dans leurs luttes à travers le monde.

## Et après la formidable dynamique ?

Le référendum a suscité un niveau de débat sans précédent en Écosse et beaucoup d'espoir. Toutes les conversations tournent autour du vote. Les meetings et les rassemblements sont massifs. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales a atteint un niveau record – 97% – dont les jeunes de 16 et 17 ans qui peuvent voter pour la première fois. Énormément d'absentéistes, dégoûtés par la politique des grands partis, participent aux débats, considérant que c'est la première fois que leur vote (pour le Oui) servira à quelque chose.

Depuis quelques années, le SNP s'est positionné à gauche. À l'opposé des travaillistes à Londres, il a obtenu le maintien de l'éducation gratuite pour les étudiants en Écosse, s'est opposé à la marchandisation rampante du système de santé et à l'invasion de l'Irak par Tony Blair. Et c'est justement lorsque le SNP a attaqué le gouvernement très fort sur les questions sociales que le vote pour le Oui a progressé.

La campagne a remis en cause beaucoup de loyautés traditionnelles. Un sondage récent donnait 35% des électeurs travaillistes en faveur du Oui. Si celui-ci l'emporte, de nouvelles formations de gauche pourraient émerger. Un Oui pourrait aussi ouvrir la possibilité de nouvelles mobilisations pour exiger d'un gouvernement du SNP la réalisation des promesses. En cas de reniement, il ne pourra plus prétendre que « c'est la faute à Londres ». En cas de victoire du Non, ce ne sera très certainement que partie remise pour l'exigence d'un nouveau référendum. Dans tout les cas, de nouvelles batailles sur les questions sociales soulevées par la campagne sont en perspective.

Ross Harrold



## Le monde en bref

### Allemagne Offensive gouvernementale contre le droit de grève

Deux grèves importantes se sont déroulées ce début septembre en Allemagne : l'une concernait le personnel ferroviaire, l'autre les pilotes de ligne. Ces grèves, préludes à la renégociation des conventions collectives, ont été lancées par des syndicats professionnels qui ne sont pas affiliés à la principale centrale syndicale, le DGB, et ont relancé le débat autour d'un nécessaire encadrement du droit de grève.

En effet, la coalition CDU/SPD au pouvoir a inscrit dans son programme la perspective d'une modification de la législation sur cette question. En clair, il s'agirait de mettre hors jeu les petits syndicats ou les syndicats combattifs, en imposant la convention collective signée par le syndicat majoritaire à tout le personnel de l'entreprise. Exit donc la possibilité pour de petits syndicats d'organiser la lutte pour obtenir une autre convention, puisque la législation allemande interdit toute forme de grève en dehors des périodes de négociation.

Cette initiative gouvernementale, appuyée par des think tanks, a d'abord recueilli l'approbation de la direction du DGB, qui a cependant été contrainte de prendre ses distances, sous la pression de la mobilisation animée en particulier par le collectif unitaire « Pas touche au droit de grève ». À suivre.

### Grèce On n'oublie pas Pavlos Fyssas

Il y a un an, une horde de nazis d'Aube dorée assassinait le rappeur antifasciste Pavlos Fyssas. Les jours suivants, une immense mobilisation eut lieu partout en Grèce. Un an plus tard, où en est-on ?

Les mobilisations ont contraint le gouvernement à prendre quelques mesures : des chefs en prison, en attente de procès, et des condamnations, tardives, pour des faits anciens connus mais jusqu'alors non jugés. De plus, la guerre des chefs a éclaté entre le « Führer » et l'un des chefs cogneurs.

Mais Aube dorée reste à 8 ou 10% des intentions de vote, et des agressions anti-immigrés reprennent. Et le gouvernement relâche des hommes de main, vote une loi antiraciste sans vrai effet, et veut un aménagement du code pénal favorable aux nazis. Sans oublier la présence au gouvernement d'« anciens » fascistes et leur pénétration dans certains corps...

L'hommage à Fyssas est le temps fort d'une mobilisation unitaire qui va durer, entre initiatives nationales et locales. Dans les quartiers, des comités agissent pour interdire l'apparition des nazis. Des journalistes infatigables empêchent le pouvoir d'étouffer les infos sur les crimes nazis. Et ce jeudi 18 septembre, des manifs partout en Grèce et surtout à Keratsini, lieu du crime, suivi d'un grand concert vendredi 19 dans le centre d'Athènes. No pasaran !

### Bahreïn Justice nulle part !

La monarchie du Bahreïn, petit pays du Golfe, est plutôt bien vue des grandes puissances. C'est d'ailleurs elle qui va organiser la prochaine conférence internationale sur la lutte contre l'État islamique. Fin août, à l'occasion de la venue en Normandie d'un prince bahreïni – Nasser Al-Khalifa –, pour une compétition hippique, la FIDH a demandé à la justice française d'interroger le prince, accusé de s'être livré à des actes de torture sur des prisonniers politiques. Or, les autorités françaises ont préféré laissé partir l'intéressé. Et le président Hollande a reçu le 28 août le roi du Bahreïn en personne...

L'un des défenseurs des droits de l'homme les plus connus du pays est Abdulhadi Al-Khawaja, emprisonné depuis 2011 pour avoir « incité la population à manifester ». Depuis le 26 août, il a entamé une nouvelle grève de la faim. Sa libération immédiate a été demandée par Amnesty international. Depuis le 30 août, sa fille Maryam Al-Khawaja, elle-même dirigeante du Centre des droits de l'homme du Golfe, a été arrêtée à Bahreïn sous le prétexte fallacieux d'avoir « agressé un officier de police ». La solidarité internationale doit se construire pour demander leur libération.



## ARGENTINE Lear: quand la répression ouvre une crise au sein de l'État

*Depuis plusieurs jours, on l'appelle le gendarme « carancho ». Certains se souviendront du film du même nom sorti sur les écrans français il y a quelques années. Pour les autres, on rappellera que le « carancho » est un oiseau charognard se nourrissant principalement de cadavres d'animaux percutés sur les routes de la Pampa, et dont le nom a été repris pour désigner les avocats qui tirent profit de manière frauduleuse d'accidents de la route, allant jusqu'à monter ceux-ci de toutes pièces...*

Début juillet, lors d'une journée d'action des travailleurs de Lear contre les licenciements, le traditionnel blocage de l'autoroute Panaméricaine avait été remplacé par une « opération escargot ». La gendarmerie, chargé d'empêcher le blocage, s'est trouvée désorientée face à une méthode de lutte inédite en Argentine. Face à des voitures roulant à 5 km/h, un gendarme s'est jeté sur une voiture pour faire semblant d'avoir été renversé et inculper le conducteur.

Pas de bol, plusieurs semaines après, une vidéo du « plongeon » du gendarme a fait le tour des médias. Sur cette même vidéo, on voit aussi Roberto Galeano, préalablement infiltré dans les manifestations. Cet ancien militaire avait été mis à la retraite il y a quelques années, mais son ami Sergio Berni, secrétaire d'État à la sécurité, l'avait réembauché en tant que « coordonnateur d'opérations »...

### Crise pour le gouvernement et l'appareil répressif

Le gouvernement Kirchner, dont une des forces venait de la cooptation d'une partie des mouvements sociaux, s'est souvent vanté de son caractère peu répressif. Mais à mesure que la crise économique rongeaient ses bases de stabilité, celui-ci a entamé un virage à droite. La désignation de Berni (sorte de Sarkozy local) en tant que secrétaire d'État, puis sa transformation de fait en porte-parole du gouvernement, en étaient des signes forts. Mais la politique de répression des travailleurs de Lear, en lutte depuis plus de 100 jours, a commencé à générer un véritable mal-être au sein du gouvernement, en particulier de son « aile gauche ».

Très vite, une réunion d'urgence des plus hauts sommets de la gendarmerie s'est tenue. Après avoir défendu le gendarme « carancho »

et menti ouvertement, Berni a fini par reconnaître que le gendarme s'était effectivement jeté sur la voiture. Tout en défendant Berni, le gouvernement a licencié Galeano pour lâcher du lest et tenter d'éviter la chute de Berni lui-même, ce qui, au vu des répercussions de cette affaire, n'est pas à exclure.

### La victoire redevient possible !

Tout cela intervient dans un moment difficile de la lutte. Après la réintégration d'une partie des licenciés, il en restait encore 60, dont une bonne partie de l'avant-garde de la boîte. Le très mafieux syndicat du secteur automobile avait organisé une « AG » pour voter la destitution du syndicat de boîte dirigé par une équipe combattive.

La direction de la boîte a dû tout de même réintégrer les délégués, qui avaient un statut de salariés protégés, mais les gros bras du

syndicat de branche les harcelaient en permanence, jusqu'à les gazer dans l'enceinte de l'usine et à construire une sorte de « cage » à l'intérieur de laquelle ils devaient travailler, sans aucune possibilité de contact avec leurs collègues...

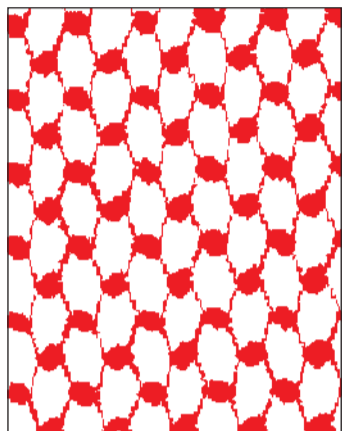
Cette affaire a changé la donne et une victoire redevient possible ! La lutte des ouvriers de Lear, avec celle de Donnelley (industrie graphique, occupée et autogérée par ses travailleurs depuis début août) est devenue un symbole de résistance contre les effets de la crise. L'extrême gauche, à travers le PTS, y joue un rôle central. Plus que jamais, c'est le moment d'élargir les soutiens, en Argentine et dans le monde. Des syndicalistes de Lear-France ont fait part de leur solidarité et un rassemblement devant le siège du groupe pourrait avoir lieu ces prochains jours.

Daniela Cobet et Martin Noda



# Aux origines d'un conflit

Quand en 1897, au premier congrès sioniste mondial à Bâle, Theodor Herzl faisait adopter la proclamation suivante « le sionisme vise à établir pour le peuple juif une patrie en Palestine qui soit garantie par le droit public », peut-être n'imaginait-il pas qu'il ouvrirait la voie au plus long conflit de la planète...



Le sionisme est théorisé à cette époque dans un contexte particulier. La population juive est victime de l'antisémitisme qui imprègne toutes les sociétés européennes. Entre 1881 et 1899, des pogroms ont eu lieu de façon régulière à l'est de l'Europe et en Russie, tandis qu'en France débutait l'affaire Dreyfus. Ces persécutions, ajoutées aux aspirations nationalistes consécutives aux unités allemandes et italiennes et au socialisme naissant, font du sionisme une perspective émancipatrice pour les juifs, peuple sans État. Qui plus est quand partout la colonisation est vantée pour ses vertus... Le sionisme ne peut qu'éclorre et se développer. Suite à la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman est démembré et le Proche-Orient partagé entre un mandat britannique, qui

comprend notamment la Palestine, et un mandat français. Face aux premières revendications anticoloniales qui voient le jour, ces deux puissances voient dans l'émigration juive européenne un point d'appui à leur propre politique impérialiste. Ainsi en 1917, Lord Balfour, alors ministre des Affaires étrangères britannique déclare envisager « favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif ».

## Début de la colonisation, premières résistances

Soutenu de la sorte, le processus d'installation des juifs en Palestine se poursuit : on estime à presque 300 000 juifs le nombre qui migrent entre 1919 et 1939. La politique d'expulsion et d'ethnicisation du territoire ne fait que commencer. Les Palestiniens, déjà en lutte contre la tutelle britannique, voient se consumer leurs espoirs d'émancipation au fur et à mesure que les colons s'installent et les spolient de leurs terres.

Le nationalisme palestinien doit combattre sur deux fronts : contre l'occupant britannique qui, au vu de l'agitation, renforce sa présence armée, et contre l'installation des colons qui de leur côté s'organisent en milice, la Hagana, contre les Palestiniens et contre les Britanniques. Ainsi, quand éclate la grande révolte palestinienne de 1936, soutenue par la grève générale, les nationalistes palestiniens

voient leur direction politique tuée et forcée à l'exil. C'est donc bien un conflit territorial entre colons et colonisés qui débute et la question religieuse n'est que secondaire. Une grande partie des juifs émigrés se réclament en effet d'un sionisme de gauche et rejettent la religion qui aurait, d'après eux, été un facteur de résignation et de passivité.

## Les grandes puissances partagent le monde

La Seconde Guerre mondiale marque un tournant majeur dans le conflit. Des dizaines de milliers de Juifs ne veulent plus vivre dans les pays qui ont été complices ou responsables de leur extermination, et le génocide légitime clairement aux yeux de l'opinion publique la création d'un État juif.

Le monde est désormais divisé en deux blocs, américain et soviétique, aux ambitions contradictoires mais qui, pour affaiblir les Britanniques dans cette région du monde, voient aussi cette perspective d'un bon œil. Le 29 novembre 1947, l'ONU, tout récemment créé, propose dans sa résolution 181, un plan de partage qui ferait naître deux États, donnerait 56% des territoires au nouvel État juif et en laisserait 44% pour un État palestinien, et doterait les lieux saints d'une administration internationale. À peine cette résolution prise, repartent les combats entre Palestiniens et les désormais presque Israéliens...

Antoine Chauvel

## ISRAËL-PALESTINE

# Un conflit, des

Dossier réalisé par



Le 14 mai 1948, l'État d'Israël est proclamé. Cette déclaration unilatérale provoque l'intervention des pays arabes voisins et déclenche la première guerre israélo-arabe. La première d'une longue série... Ce conflit trouve son origine dans la colonisation et l'impérialisme des grandes puissances, ponctué de guerres, d'accords de « non-paix », de résistances, et personne ne peut en prédire l'issue. Cet été, Israël est de nouveau entrée en guerre contre les Palestiniens de la bande de Gaza. Le bilan en est terrible : plus de 2100 morts du côté des Palestiniens, plus de 5 milliards d'euros de

dégâts selon les Nations unies, 203 écoles reconstruire, l'unique centrale électrique 50% du réseau d'eau potable endommagé. Cette guerre avait pour but de rendre impossible des réponses politiques pourtant nécessaires face à l'occupation, et la perspective d'un gouvernement Fatah-Hamas. Malgré une victoire militaire et surtout une défaite pour Netanyahu – qui risque d'en payer le fort au profit de l'extrême droite aux prochaines élections –, le cessez-le-feu signé entre le gouvernement sioniste et le Hamas ne repose sur le fond : le blocus est maintenu et au

# Guerres, accords de paix et résistance palestinienne

Prenant prétexte de la situation et d'un probable envahissement par les pays arabes voisins, les dirigeants israéliens vont, contre l'avis des Américains, proclamer la naissance de l'État d'Israël le 14 mai 1948.

Des travaux récents ont démontré que la menace n'était pas réelle mais instrumentalisée par les dirigeants israéliens. En effet, l'armée israélienne était en capacité de résister, et un accord entre le roi Abdallah de Transjordanie et les dirigeants israéliens avait été conclu en 1947 pour garantir au roi l'annexion de la Cisjordanie contre la non-ingérence des forces du royaume hachémite en cas d'attaque militaire juive. C'est d'ailleurs ce qui se passera...

## La « catastrophe »

Quand se termine en 1949 cette première guerre israélo-arabe, le bilan pour les Palestiniens est terrible. Entre 700 000 et 800 000 Palestiniens sont obligés de quitter leur terre dans un exode terrible auquel ils donneront le nom de

Nakbah (« catastrophe ») et qui est à l'origine d'une revendication historique des Palestiniens sur le droit au retour des réfugiés. Territorialement, Jérusalem ouest est annexé, les Palestiniens sont amputés de centaines de milliers d'hectares par rapport au plan de partage de 1947, et voient la Cisjordanie passer sous contrôle jordanien et la bande de Gaza sous contrôle égyptien. Politiquement, cette défaite marque le début de l'hégémonie militaire israélienne sur la région et surtout démontre aux Palestiniens la nécessité d'un mouvement de libération totalement autonome des directions arabes bourgeoises. Mais suite à l'humiliation ressentie par les Égyptiens et les Jordaniens, la libération de la Palestine devient une revendication unificatrice pour l'ensemble des populations arabes.

## Une organisation pour la lutte armée

Cette nouvelle donne va permettre la naissance de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en 1964. Créée sous impulsion de la Ligue arabe, l'OLP est conçue comme un outil pour les dirigeants de la région afin de contrôler les revendications des Palestiniens et notamment la question de la lutte armée. Le Fatah, créé en 1959 par Yasser Arafat, se veut

plus indépendant. Quand éclate la guerre des Six-Jours en 1967, Israël triomphe et devient maître de toute la Palestine : occupation du Golan, de la Cisjordanie, du Sinaï, de la bande de Gaza et de

Jérusalem est. Les puissances arabes sont défaites. Les groupes de combattants, les Fedayin, intègrent l'OLP. Le Fatah en est la composante principale, mais doit cohabiter avec d'autres organisations, dont le

Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) qui, contrairement au Fatah, organisation socialisante panarabe, est une organisation se réclamant du marxisme. En 1968, la charte de l'OLP stipule

que seule la lutte armée permettra la libération de la Palestine qui deviendra un État égalitaire. Elle insiste en outre sur l'illégalité de la création de l'État d'Israël et sur le rôle de l'impérialisme des grandes puissances dans le drame qui les touche. L'OLP se présente comme une avant-garde internationaliste, avec des nuances en son sein. Les Palestiniens se dégagent progressivement des tutelles étrangères et affirment leur rôle dans leur propre libération.

## Les États arabes reconnaissent Israël

Depuis la Nakbah, un grand nombre de Palestiniens se trouvent dans des camps notamment au Liban, en Jordanie et en Syrie (en plus de la Cisjordanie et de Gaza). Ils représentent une population non négligeable au sein de ces États et la résistance palestinienne, qui dirige de facto ces camps, s'en sert de base arrière pour ses opérations militaires. En septembre 1970, le roi Hussein décide de chasser l'OLP de Jordanie et envoie ses troupes massacrer les Palestiniens. C'est « Septembre noir », qui se terminera par l'expulsion des Palestiniens de Jordanie. Cette expulsion verra la résistance établir sa principale base arrière au Liban, où le schéma se répétera

64 ANS QUE LE PROCESSUS DE PAIX N'AVANCE PAS





# Les issues?

par la commission Moyen-Orient Palestine du NPA



Gaza. DR

es à  
e arrêtée,  
agé...  
possible  
saires  
n  
e non-  
olitique  
r le prix  
chaines  
e  
ègle rien  
cune des

revendications palestiniennes n'a été satisfaite. Dans le même temps, la colonisation continue, tout comme l'oppression subie quotidiennement par des Palestiniens soumis aux check-points, à l'arbitraire policier, aux violences... Cette opération, la dernière d'une longue série de guerres, ne représente sûrement pas l'épilogue d'un des conflits les plus longs de la planète. Ce dossier a donc pour but de donner quelques éléments historiques de compréhension, pour continuer la nécessaire solidarité avec les Palestiniens, et la lutte résolue pour leurs droits.

## Repères chronologiques

**Novembre 1917:** Déclaration Balfour.

**1936-1939:** Grande révolte palestinienne contre l'occupant britannique et la colonisation sioniste.

**Novembre 1956:** Crise de Suez.

**Novembre 1947:** Plan de partage de l'ONU.

**Mai 1948:** Déclaration d'indépendance d'Israël.

**Mai 1964:** Création de l'OLP.

**Juin 1967:** Guerre des Six jours. Israël occupe la Cisjordanie et la bande de Gaza.

**Septembre 1970:** «Septembre noir». Les Palestiniens quittent la Jordanie.

**Octobre 1973:** Guerre du Kippour.

**Avril 1975:** Début de la guerre civile libanaise.

**Septembre 1978:** Accords de Camp David. L'Égypte reconnaît Israël.

**Juin 1982:** Invasion du Liban par Israël.

**Décembre 1987:** Déclenchement de l'Intifada.

**Septembre 1993:** Accords d'Oslo.

**Mars 2002:** Opération «Rempart».

**Janvier 2006:** Le Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza.

**Juillet 2006:** Guerre du Liban.

**Décembre 2008:** Opération «plomb durci».

**Juillet 2014:** Opération «bordure protectrice».

# Après l'Intifada, quel avenir pour le peuple palestinien?

Abandonnés par l'Égypte, chassés de Jordanie, en guerre au Liban, l'OLP est affaiblie. En 1982, suite à l'invasion par Israël du Sud-Liban, l'OLP doit même s'exiler à Tunis. Pour autant, les Palestiniens ne renoncent pas à voir un jour la Palestine libre...

C'est de l'intérieur que ces aspirations se feront de nouveau jour. Le 8 décembre 1987 se déclenche la première Intifada («soulèvement» en arabe). Face à l'armée d'occupation, la deuxième et la troisième génération des réfugiés des camps manifestent et n'hésitent pas à aller à l'affrontement avec l'armée. Politiquement, cette révolte change complètement la donne. En premier lieu, les images de ces enfants avec leurs pierres face aux militaires surarmés font basculer l'opinion publique mondiale, jusqu'alors plutôt pro-Israélienne. De plus, la révolte vient des territoires et n'est plus orchestrée de l'extérieur. Enfin, cette révolte entérine définitivement les prétentions jordaniennes sur la Cisjordanie.

## L'OLP s'adapte... et le Hamas se développe

Consciente de ce qui se joue et qu'il lui faut prendre le contrôle d'une situation qu'elle n'a pas initiée, la direction de l'OLP va changer son fusil d'épaule et dès 1988 renoncer au terrorisme, reconnaître Israël tout en réclamant un règlement du conflit sur la base du partage de 1947, avec des revendications comme le droit au retour des réfugiés. Cette orientation est celle du Fatah qui dirige l'OLP. Les révolutionnaires du FPLP, fidèles à la solution d'un seul État égalitaire entre juifs et Arabes, y sont opposés. Il y a à ce moment-là transformation de ce qui était un mouvement révolutionnaire en mouvement nationaliste converti au libéralisme économique. Dans le même temps, les Israéliens prennent définitivement conscience que la situation n'est pas tenable et qu'il faudra négocier avec l'OLP.

Ce changement politique majeur va permettre l'émergence d'un acteur désormais incontournable du conflit, le Hamas. Dès le début de l'Intifada, ce qui n'était alors



Pierres contre chars... La première Intifada. DR

que la branche palestinienne des Frères musulmans est poussé à l'action armée contre les occupants. Le renoncement de l'OLP – auquel le Hamas n'appartient pas – à la lutte armée, et l'absence de perspective immédiate de solution au conflit malgré ces concessions, va permettre au mouvement de se développer rapidement.

## Des accords qui ne règlent rien

Tous ces revirements politiques vont permettre que des négociations s'engagent. Elles déboucheront sur les accords d'Oslo le 13 septembre 1993. Israël reconnaît l'OLP qui n'est plus du tout ce qu'elle était à l'origine, l'autonomie palestinienne est déclarée sur les territoires envahis en 1967, avec une Autorité palestinienne à sa tête. Un délai de cinq ans est donné pour trouver une solution aux problèmes restés en suspens : frontières, colonies, réfugiés, Jérusalem.

Qualifiés d'historique, ces accords peuvent se voir, 20 ans après, comme creux. En ne réglant

aucun des problèmes concrets des Palestiniens, il n'apporte au final qu'une accalmie temporaire dans les territoires... et provoque malgré tout la colère de la droite et de l'extrême droite israélienne qui ne rêve que d'en découdre avec les Palestiniens.

## La paix impossible

Dès 1995 et l'assassinat par un extrémiste juif d'Yitzhak Rabin, Premier ministre Israélien signataire des accords, le cycle de violence reprend : des attentats ciblés des Israéliens auxquels répondent les attentats du Hamas, ce qui débouche sur un blocus des territoires, la poursuite de la colonisation et la victoire de la droite belliciste aux élections israéliennes. Aucune des négociations qui devaient reprendre ne reprendra.

Cette paix impossible profite au Hamas qui prône la résistance armée. Aux élections de 2006, ce dernier arrive en tête aux élections législatives. La crise politique est grande entre les différentes factions palestiniennes qui n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un gouvernement d'union nationale et entrent en quasi guerre civile. Tout ceci aboutit à une scission politique de fait des territoires palestiniens. D'un côté, la bande de Gaza dirigée par le Hamas, ce qui provoquera le blocus israélien, et de l'autre, la Cisjordanie de l'Autorité palestinienne/Fatah.

## Soutenir le peuple colonisé et son droit à l'autodétermination

La reconnaissance de la Palestine comme membre observateur de l'ONU en 2012 n'a pas fait évoluer la situation : ni sur la bande de Gaza ni sur les territoires où la colonisation se poursuit. L'impasse des négociations et la situation catastrophique de la bande de Gaza, qui vit sous un blocus illégal et inhumain en plus d'avoir été attaqué à deux reprises, ont amené à des négociations pour un gouvernement d'union nationale. C'est notamment cette perspective d'unification politique qui a poussé les Israéliens à frapper de nouveau Gaza cet été.

Des territoires morcelés sans aucune continuité géographique, une région entière sous blocus, une colonisation qui se poursuit, des brimades et des violences quotidiennes... Telle est la réalité palestinienne. À l'heure actuelle, rien ne permet d'envisager une solution positive qui aille dans le sens du droit des Palestiniens à décider de leur devenir.

Dans ce conflit, les internationalistes soutiennent le colonisé contre le colonisateur, le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Et ici, nous devons faire pression sur notre propre État pour obtenir la rupture politique avec l'occupant.

A.C.

## Contre l'impunité d'Israël, mener la campagne BDS

Lancée en 2005 par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne, cette campagne a pour but d'isoler politiquement et économiquement Israël pour atteindre trois objectifs : la fin de l'occupation et de la colonisation, l'égalité des citoyens arabes en Israël, et le droit au retour des réfugiés.

**Comme boycott.** Il s'agit principalement d'un boycott des produits israéliens, mais pas seulement. Il y a aussi le boycott culturel des manifestations organisées en France par le gouvernement israélien ou par ses officines, boycott qui s'accompagne d'une campagne invitant les artistes à ne pas se produire en Israël. À cela s'ajoute le boycott sportif, en refusant de concourir contre Israël, et le boycott universitaire, en ne faisant aucun partenariat avec des universités israéliennes. Il ne vise bien évidemment pas les individus ni leur production.

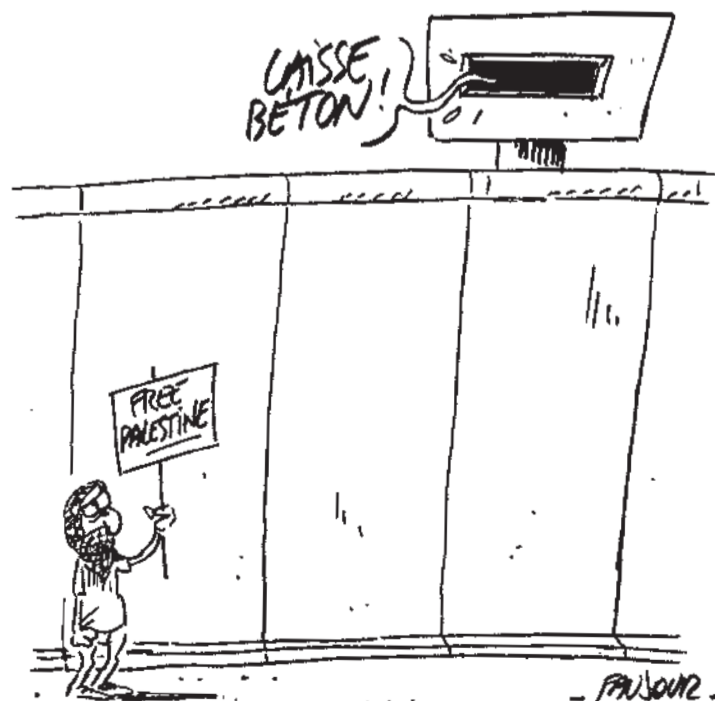
**Comme désinvestissement.** Il s'agit par des campagnes publiques de faire pression sur les entreprises afin qu'elles arrêtent toute collaboration et investissement en Israël.

**Comme sanctions.** Il s'agit de faire appliquer par nos États les sanctions contre Israël tant qu'il ne respecte pas le droit international.

Cette campagne permet à chacun de s'impliquer à son niveau. Son développement international et ses nombreux succès, tels que la fin de jumelage d'universités américaines, le désinvestissement du principal fonds de pension hollandais, le refus des dockers d'Oakland de décharger des cargos de marchandises, commencent à inquiéter sérieusement le gouvernement israélien. En témoigne la mise en place d'une cellule de sécurité du ministère de la Défense israélien pour contrer cette campagne. En France, la campagne a été criminalisée : procès contre des militantEs, sous l'accusation de provocation à la haine raciale... Si la majorité des procès ont été gagnés, il n'en demeure pas moins que la circulaire Alliot-Marie, qui recommande aux parquets de poursuivre les militantEs BDS, n'a toujours pas été abrogée.

Amplifier cette campagne pour isoler Israël – comme jadis l'Afrique du Sud – est une priorité pour les militantEs anticolonialistes et internationalistes.

Claude Bégué





## SEUILS SOCIAUX

## Jusqu'ou vont-ils descendre?

Le 9 septembre dernier, les organisations patronales et les cinq confédérations se sont retrouvés pour arrêter l'agenda social des prochains mois...

Parmi les négociations interprofessionnelles à venir, celle relative à « la qualité et l'efficacité du dialogue social dans les entreprises et l'amélioration de la représentation des salariés » prévue d'octobre à décembre prochain. Derrière cet intitulé abscons, l'objectif du patronat, soutenu par le gouvernement, est d'amoindrir les moyens de défense des travailleurEs et, dans les grandes entreprises, de rendre davantage soluble le syndicalisme dans un prétendu dialogue social. Pour comprendre l'ampleur du recul annoncé, si, comme il se murmure, on passait du seuil de 11 à 20 pour la mise en place de déléguéEs du personnel, c'est 1,5 million de salariéEs supplémentaires qui se verrait refuser un tel droit. Plus d'un tiers du salariat du secteur privé ne serait alors couvert par aucune représentation du personnel... Or, selon une étude récente de la DARES, outre leur traditionnel rôle de contre-pouvoir, la présence de déléguéEs syndicaux favorise la rémunération par l'intermédiaire de la négociation collective.



PHOTO THÈQUE ROUGE/AUCE D

## Discuter « sans tabou »...

CGT et FO ont fait savoir que, pour eux, ils n'étaient pas question d'augmenter les seuils existants. La CFDT se dit, elle, prête à discuter « sans tabou », pourvu que soit mis en place des instances territoriale de représentation des salariéEs des entreprises en question, y compris dotées d'un pouvoir de médiation... Avec l'institutionnalisation d'un syndicalisme hors les murs, on distendrait davantage les liens entre les déléguéEs et leurs mandats alors que les rapports de classes s'exercent eux au quotidien dans les boîtes. Plus encore, un tel recul serait compris comme un allègement des règles applicables aux petites et moyennes entreprises, déjà couramment malmenées! Outre la défense intransigeante des seuils existants, il est urgent de créer des convergences syndicales pour, par exemple, exiger la mise en place d'un droit de veto pour les comités d'entreprises ou, à l'occasion de la prochaine élection TPE en 2017, l'élection des conseillerEs du salarié, dont le rôle actuel se limite à assister les travailleurs dépourvus de représentation en cas de rupture de contrat, conseillerEs qui serait dotés de prérogatives étendues. LD

## INITIATIVE

Construire  
« l'Alternative À  
l'Austérité »

Lors du débat organisé le week-end dernier à la fête de l'Humanité, le Collectif « Marche du 12 avril » s'est présenté sous son nouveau nom: Collectif pour une « Alternative À l'Austérité » (3A). Un nouveau nom répondant à la volonté de participer à la construction de la mobilisation contre ce qui constitue le cœur de la politique gouvernementale.



Le 12 avril dernier. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Le collectif regroupe dans une construction originale plusieurs dizaines de structures associatives, syndicales, politiques et des personnalités depuis le premier trimestre 2014. C'est la politique de régression sociale mise en œuvre par Hollande et ses gouvernements successifs et le monopole des manifestations de rue par la droite et l'extrême droite qui ont poussé ces structures, ces militantEs à crier: « Maintenant ça suffit! Marchons contre l'austérité

pour l'égalité, et le partage des richesses ». Le titre de l'appel lancé fin mars par 200 personnalités politiques, syndicales, associatives, sportives, etc.

## Riposter

Ce texte se terminait par un appel à une manifestation nationale à Paris le 12 avril dernier. Regroupant plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs, essentiellement à Paris, avec des « répliques » à Marseille et Avignon, ces manifestations ont

été perçues comme une bouffée d'oxygène bienvenue, dans une ambiance marquée par l'attentisme voire le découragement y compris au sein des équipes militantes.

L'idée d'un prolongement de ces manifestations par d'autres initiatives était présente dès le départ. Il restait à concrétiser cette volonté. Les résultats électoraux nous ont confortés dans l'idée et la volonté d'offrir des perspectives de mobilisation et des espaces de réflexion sur des alternatives militantes.

## Mesures d'urgences et mobilisations

C'est avec ces objectifs que s'est tenue la rencontre du 21 juin à Paris. Regroupant 250 militantEs,

ce fut une riche journée de rencontres et d'échanges, dans un cadre unitaire où la confrontation n'empêche pas le respect des positionnements et des démarches. Plusieurs leçons ressortent de la journée. Tout d'abord la nécessité de poursuivre et renforcer l'élargissement du collectif. Ensuite la volonté de construire un ensemble de mesures d'urgence, en associant le plus largement possible l'ensemble des composantes, mais aussi au-delà, à cette construction. Enfin la question d'initiatives militantes, de mobilisations, indispensables pour faire reculer patronat et gouvernement, éléments décisif d'une (re)prise de confiance dans nos forces et dans nos idées, dans nos projets.

## S'opposer, maintenant!

Si la volonté est bien présente, elle n'efface ni les problèmes ni les difficultés. Toute avancée dans les réflexions, les propositions, nécessite une validation par les organisations partie prenantes, notamment syndicales et associatives, validation qui impose de prendre le temps de la consultation pour que les décisions soient le plus démocratique possible. Mais le plus compliqué reste la proposition, la prise d'initiatives. Comment se positionner devant les initiatives syndicales, politiques ou associatives, sans sembler être dans la récupération ou le détournement? Mais aussi, comment faire des propositions quand partis et syndicats se partagent entre hésitations et renoncement? Le soutien aux mobilisations des cheminotEs, la dénonciation de la conférence sociale de début juillet, le choix d'une date de mobilisation en cette rentrée, autant de difficultés à prendre des initiatives pour aider à la construction du rapport de forces.

Pourtant, des collectifs locaux, comme ceux de Marseille ou de Toulouse, montrent qu'il est possible de construire, dans l'unité, des ripostes concrètes. Lors des mobilisations contre les réformes des retraites en 2010, dans les Hauts-de-Seine, au Havre, à Rouen ou à Clermont-Ferrand, unité a pu rimer avec mobiliséEs. La violence des attaques patronales et gouvernementales impose de hausser les ripostes à ce niveau sous peine de laisser de nouveau le champ libre à l'extrême droite. Toutes et tous sont convaincus que « C'est dans la rue que ça se passe! ». Reste à le prouver.

Robert Pelletier

## AUBIGNY-SUR-NÈRE (18) Postiers en grève depuis 100 jours!

À Aubigny-sur-Nère, petite ville de 6000 habitantEs dans le département du Cher, des postierEs sont en grève depuis le 16 juin.

Le conflit a éclaté quand La Poste a décidé la création d'une nouvelle plateforme de distribution, entraînant, entre autre, la suppression de plusieurs bureaux dans les cantons voisins, la réduction du nombre de tournées, leur allongement et des modifications de la pause méridienne. Ces postierEs luttent donc contre la dégradation de leurs conditions de travail et pour maintenir un service public de proximité dans ce département rural (la réorganisation entraîne aussi la perte de 5 emplois). Le 11 septembre, au 88<sup>e</sup> jour de grève, ils ont appelé à un

rassemblement devant la nouvelle plateforme. Environ 150 personnes étaient présentes. « Vous voyez, dit un gréviste en riant, on ne travaille pas mais on a créé quelques emplois. » Effectivement, derrière les grilles, il y a un huissier, deux vigiles... sans compter les jaunes (cadres et non-cadres) que la direction a fait venir.

## Un combat rude mais déterminé

Syndicalement, ils sont soutenus par SUD et la CGT, très unis. FO les a laissés tomber fin juillet. Leur lutte n'est pas triste, il n'y a pas de résignation: ils étaient 16 grévistes



DR

au début du conflit... et sont toujours 16 actuellement. Parmi eux, une majorité de femmes, jeunes, qui subissent régulièrement des pressions (appels téléphoniques) de la part des non-grévistes. Les liens de solidarité et d'entraide qu'ils ont tissés leur permettent de tenir, face à la volonté de La Poste de casser tout esprit de résistance. À l'approche du 100<sup>e</sup> jour de

grève, il n'y a aucune avancée et les négociations sont au point mort. Des rencontres avec d'autres postierEs ayant connu des conflits longs ont eu lieu, et une coordination nationale leur donnerait une visibilité qui leur fait défaut. CorrespondantEs

Caisse de grève: chèques à l'ordre de Sud PTT 18 (186 route de Saint-Michel 18000 Bourges)

## SANTÉ

## Dernière ligne droite avant le 23 septembre

La préparation de la manifestation de la Convergence nationale des hôpitaux contre l'Hôstérité, qui se tiendra ce mardi 23 septembre devant le ministère de la Santé, entre désormais dans sa dernière ligne droite. Le succès de cette nouvelle étape dans la construction d'un mouvement national de lutte dans les hôpitaux est à portée de main.



## SANS-PAPIERS

# La révolte jusqu'au bout des ongles

**Entretien.** En février dernier, avait eu lieu la première occupation d'un salon de beauté au 50 boulevard de Strasbourg dans ce quartier de Paris, métro Château-d'Eau, entièrement dédié à la coiffure afro-antillaise. Cette occupation avait permis la régularisation des employéEs sans-papiers. Nous avons rencontré les travailleurEs du 57 qui occupent leur salon depuis le 24 juillet. Fatou, coiffeuse ivoirienne, a répondu à nos questions.



DR

**Qui êtes-vous ?**

Nous sommes 18 travailleurEs, dont cinq hommes, originaires d'Afrique de l'Ouest, francophone et anglophone. Il y a des NigérienEs parmi nous et quelques travailleurEs chinois, surtout des manucures.

**Pourquoi votre lutte a démarré ?**

Nous avons été transférés lors de la fermeture du 50. Nous travaillions près de 13 heures par jour toute la semaine, parfois le dimanche, sans feuille de paie, en reversant 60% du chiffre d'affaires au patron et en achetant nous-mêmes les produits.

Nous avons d'abord fait grève en mai, avec le soutien de la CGT, puis un nouveau patron, français, a repris le salon. La CGT lui a alors demandé de nous déclarer. Il nous a fait des fiches de paie mais ne nous payait presque pas. Il fallait ruser et avoir un « motif » pour être payé. D'ailleurs, dans les autres salons du quartier, les patrons déclarent 2 heures leurs employéEs, alors que ceux-ci travaillent 10 heures. Mais ils ont tous peur d'être expulsés, alors ils ne disent rien, et ils ne viennent pas nous soutenir non plus.

**Quel événement vous a conduit à occuper le salon ?**

Le 22 juillet dernier, le patron a mis le salon en liquidation mais il ne nous l'a dit que le 24. Nous, nous avons donc travaillé deux jours sans le savoir. Le patron a appelé la police pour nous déloger, et nous, on a appelé la CGT. On a déposé plainte contre lui, il y a une enquête en cours au terme de laquelle nous espérons que la préfecture nous régularisera.

**Le patron a essayé de vous expulser ?**

Le liquidateur l'a fait, mais le tribunal nous a donné un délai jusqu'au 23 octobre. Nous espérons qu'il sera prolongé. Nous avons

## NUCLÉAIRE EdF condamné, mais pas grâce à l'ASN!

En octobre 2012, les équipes de la centrale de Penly (Seine-Maritime) trouvent du tritium, un dangereux radioélément, dans la nappe d'eau souterraine. La centrale ne déclare cet événement que le 13 février 2013...



Défense de pénétrer, y compris pour la justice? PHOTOTHÈQUE ROUGE / BABAR

Cette entorse à la réglementation constatée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) pousse le Collectif « STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs », le Réseau sortir du nucléaire, France nature environnement et Haute-Normandie nature environnement, à porter plainte contre EdF.

Ce mercredi 10 septembre, deux ans plus tard, EdF a été reconnu coupable de deux infractions à l'article L 591-5 du code de l'environnement qui prévoit que : « En cas d'incident ou d'accident, nucléaire, (...)

l'exploitant d'une installation nucléaire de base ou la personne responsable d'un transport de substances radioactives est tenu de le déclarer sans délai à l'Autorité de sûreté nucléaire ». En conséquence, EdF doit verser près de 10 000 euros, dont deux amendes de 3 750 euros.

**Nuke partout, justice (presque) nulle part!**

C'est un jugement important et le second d'une liste qui s'allonge, puisque des faits similaires ont eu lieu à Golfech (Tarn-et-Garonne) en 2010 (EdF condamné en appel le 3 décembre 2012),

Civeaux (Vienne) et Bugey (Ain) en 2012, et Tricastin (Drôme) en août 2013 (poursuites en cours). Mais ce procès révèle aussi l'impuissance de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Qu'EdF et Areva se moquent délibérément d'elle en l'informant avec des mois de retard n'est pas surprenant. Mais que l'ASN dresse très peu de procès-verbaux et impose peu de sanctions administratives, comme la loi de 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire le lui permet, indique bien son manque de moyens et sa dépendance au pouvoir politique lui-même noyauté par le lobby nucléaire. Car sans une lecture attentive par les associations antinucléaires des relevés d'accidents et incidents publiés par l'ASN, les suites juridiques et désormais les condamnations ne sanctionneraient pas le comportement délictueux de l'industrie nucléaire.

**CorrespondantEs Commission nationale écologie**

## CALAIS

## Laboratoire fasciste



À Calais, des migrantEs sous surveillance. DR

*Les gouvernements se suivent... et se ressemblent. À Calais comme ailleurs, les migrantEs sont particulièrement bien placés pour le savoir.*

C'est en novembre 2002 que Sarkozy, ministre de l'Intérieur ordonne le démantèlement du centre d'hébergement de Sangatte. Depuis, que la police agisse au nom d'un gouvernement s'intitulant « de gauche » ou assumé de droite, la traque des réfugiés qui affluent dans le Calais pour tenter de passer en Angleterre perdure. Sans revenir sur les multiples épisodes qui, au cours de la dernière décennie, en illustrent la cruauté, on s'arrêtera sur la date du 2 juillet dernier à laquelle une énième rafle en bonne et due forme aboutit à priver plus de 600 personnes de leur lieu de vie.

Et c'est dans ce contexte que le 28 juillet dernier, une militante associative est agressée, traitée au passage de « pute à migrants », et n'échappe à une tentative d'enlèvement que grâce à l'intervention de passants.

**Les fachos parodent**

Le climat de violence est, de fait, de plus en plus exacerbé, aggravé par la sénatrice et maire UMP Natacha Bouchart qui, en pleine campagne électorale, lance sur sa page Facebook un appel à la délation. Cet appel trouve son point d'orgue dans l'entrée en scène d'un groupuscule « Sauvons Calais » dont le très jeune leader, photographié avec une croix gammée sur le torse, explique à *la Voix du Nord* qu'il s'agit d'« une photo privée » et que cela n'a rien à voir avec ce qu'on imagine. Les gens ont vraiment mauvais esprit!

« Sauvons Calais » est reçu en sous-préfecture et en mairie – contrairement à « No Border » accusé d'être en cheville avec les passeurs – et la police ne réagit pas quand, une semaine durant en février, les membres et sympathisants du groupuscule lancent pierres et cocktails Molotov contre un bâtiment vide occupé par des migrantEs, et profèrent des menaces de viol et de mort.

Le 5 septembre, en prélude à une manifestation d'extrême droite qui se déroulait deux jours plus tard, une lycéenne engagée dans le soutien aux exilés reçoit, coups à l'appui, cet avertissement : « si je te vois dimanche, je te flingue »... Ce jour-là, le rassemblement d'extrême droite est autorisé par la sous-préfecture... qui n'a que demandé son déplacement devant l'Hôtel de Ville! Sur fond de saluts nazis, on y entendra des appels haineux à la chasse aux « traîtres ». Sur cette terre de conquête, le FN reste en embuscade.

Seule consolation : la résistance ne faiblit pas<sup>1</sup>. Il nous incombe de les soutenir activement.

**François Brun**

<sup>1</sup> - Voir notamment l'excellent site <http://passeursdhospitalites.wordpress.com>

Un car partira du CHS de Caen, là où est né le mouvement, tandis que le personnel et ses syndicats CGT et SUD sont toujours en lutte contre une direction de choc. D'autres délégations d'hôpitaux de Basse-Normandie seront également présentes. Des cars venant de Lille, Tours, Rouen... rejoindront Paris. Ailleurs, comme à Bordeaux, Toulouse, Besançon ou Quimper, des billets collectifs ont été réservés dans des trains. La fédération SUD santé sociaux s'est pleinement engagée dans la préparation de cette journée, et appelle partout ses syndicats et sections à assurer le succès du 23, tant en Île-de-France que dans les autres régions.

Signe de la montée en puissance du mouvement, le débat sur la participation au 23 septembre a dominé le Comité national fédéral de la CGT santé action

sociale les 11 et 12 septembre (c'est l'instance qui réunit les syndicats entre deux congrès). Plusieurs gros syndicats et unions syndicales départementales ont fait part de leur décision de participer au 23, et ont vigoureusement critiqué l'inaction du bureau fédéral.

Au terme d'un débat vif, la participation au 23 ne figure pas dans la résolution finale, mais la direction a dû considérablement durcir le ton, jusqu'alors très conciliant avec le gouvernement, et s'engager à tout faire pour assurer le succès de l'initiative proposée par la CGT le 16 octobre contre la loi de financement de la Sécurité sociale et l'austérité dans la santé.

Cette date a été présentée comme une alternative au 23 (et non comme complémentaire, comme le voulaient les minoritaires). Bien des syndicats CGT qui n'ont pas voulu franchir le pas d'appeler

au 23 n'en sont pas moins critiques vis-à-vis de la fédération et n'entendent pas se contenter de paroles.

Sur le plan associatif, les Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, la Convergence de défense des services publics, la CADAC et le Planning familial ont répondu à l'appel à la manifestation lancé par le collectif « Notre santé en danger ».

Enfin, sur le plan politique, après le NPA, le PG et Ensemble, le soutien s'est élargi à ÉELV et... de manière confidentielle au PCF.

**« Marge de progression »**

Si un cap a été franchi, il reste encore, comme le dit un militant, une forte « marge de progression » possible pour assurer le succès du 23 et en faire une première initiative visible et crédible dans la construction d'un mouvement

de résistance à la politique d'austérité dans la santé et de destruction de la Sécu organisée par le Pacte de responsabilité.

Il reste encore une semaine pour informer et convaincre, y compris dans des établissements où personne n'a encore entendu parler du 23 septembre. L'enjeu est de taille : renforcer l'implantation et la crédibilité de la Convergence.

Si cette nouvelle étape est franchie avec succès, elle sera un pas en avant pour sortir du découragement et de l'écoeurement créés par la politique de Hollande, Valls et Touraine. Elle pourra redonner confiance aux personnels hospitaliers dans leurs capacités de lutte et construire un outil démocratique pour mener, jusqu'au bout, l'épreuve de force avec ce pouvoir afin de lui faire remballer ses projets d'austérité.

**J.C. Delavigne**



À Paris le 18 mars 2014 contre le Pacte de responsabilité. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO





## Les comités en action!

**Digne Le NPA 04 en action pour la Palestine.** Depuis la reprise de la guerre à Gaza, nous avons engagé une action de solidarité avec le peuple palestinien. Jouant la carte unitaire, nous avons participé au rassemblement du collectif Palestine 04 devant la préfecture, afin de transmettre une pétition à Hollande.

Le NPA et des personnes, encartées ou non, avons estimé que, tout en restant dans le collectif, la cause palestinienne méritait plus. Nous avons donc improvisé une manif « Off » après la remise de la pétition. Nous avons traversé le marché à 150, et à l'issue de cette manifestation, une réunion improvisée a clôturé ce rassemblement, où nous avons décidé de nous rassembler toutes les semaines auprès de l'arbre de la Paix (planté par l'AFPS locale).

Tous les jeudis, de 18h à 19h, il y a donc rassemblement de solidarité, avec drapeaux palestiniens, distribution de tracts d'appel au boycott... La veille, le mercredi matin, nous distribuons des tracts d'appel au rassemblement du jeudi sur le marché et dans les HLM de la ville. Nous sommes à chaque fois une vingtaine. À noter la présence de plusieurs personnes issues de l'immigration et habitant les HLM.

Nous avons également engagé deux actions BDS : à Carrefour Digne et à Leclerc Manosque. Ainsi, nous avons diffusé environ 6 000 listes de produits à boycotter sur le département depuis juillet. Nous avons décidé de poursuivre l'action jusqu'à la levée du blocus de Gaza. Ce n'est qu'un début!



À Digne, la manifestation Off. DR

**Grenoble (38) pour Gaza, un coup de pression sur la mairie.** Regroupant plus de 40 organisations associatives, syndicales ou politiques, la Coordination Isère Urgence Gaza a appelé le lundi 15 septembre à un rassemblement devant la mairie de Grenoble lors d'une réunion du conseil municipal. En effet, malgré plusieurs sollicitations, la municipalité s'est jusqu'alors contentée d'une déclaration de vœux à caractère humanitaire et de l'annonce d'une contribution à hauteur de 10 000 euros au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales, pour participer à la réparation des dégâts de l'armée coloniale alors que la logique voudrait que l'État d'Israël répare ce qu'il a détruit.

Pour le collectif, il s'agissait de faire pression sur la majorité municipale (EÉLV, PG, Ensemble) sur quatre points : la demande que la ville rompe le jumelage (qui date de l'époque Carignon) avec Revohot, ville dirigée par un maire d'extrême droite du parti Shass; la concrétisation du boycott des produits israéliens pour ce qui relève des marchés municipaux; l'engagement politique de relayer l'exigence de la levée du blocus sur Gaza; le vote d'un vœu l'engageant dans BDS. Le collectif avait également demandé une prise de parole lors du conseil. La réponse du maire et de sa majorité a été sans appel, refusant l'ensemble des demandes du collectif sous des prétextes fallacieux.

Une grande partie des manifestantEs et notamment des jeunes des quartiers populaires sont entrés dans la mairie en cherchant à se faire entendre avec des slogans de solidarité puisqu'ils n'étaient pas reçus. La colère était réelle. Il s'agit de la première confrontation politique avec une équipe municipale considérée par certains comme le laboratoire d'une nouvelle gauche qui ferait de « la politique autrement ». De fait, sur cette question, il n'y a aucune rupture avec les équipes précédentes. Signe de son inconsistance politique, la résolution proposée par la majorité municipale a même été votée par l'UMP et le PS. L'enjeu est maintenant de développer le mouvement de solidarité à tous les niveaux et de continuer la bataille politique pour que l'exigence de la levée du blocus soit relayée partout.

## Rencontres internationales de jeunes

# Une semaine pour la révolution!

Dans un contexte marqué par la grève des cheminots et les manifestations de solidarité avec la Palestine se déroulaient en France les 31<sup>es</sup> Rencontres internationales de jeunes (RIJ). Il s'agit du camp des jeunes de la IV<sup>e</sup> Internationale, un camp de jeunes anticapitalistes et révolutionnaires venus du monde entier.

**C**ette initiative a regroupé des délégations européennes, et il y avait aussi des militantEs des Philippines, d'Égypte, du Canada, des États-Unis, d'Argentine... Et malgré la rétentation pendant 4 jours d'un camarade mexicain par la police française qui appliquait les lois anti-étrangers du gouvernement, celui-ci a finalement pu participer aux discussions!

### Une semaine de débats et de formations

Les RIJ étaient organisées en trois grands thèmes de deux jours chacun : mieux comprendre le monde, combattre les oppressions et comment renverser le capitalisme. Diverses formations de qualité se sont tenues au long de la semaine. Cela permettait de comprendre que la crise du capitalisme est encore devant nous. La nécessité de s'organiser politiquement a donc une importance particulière. Les résistances se développent partout à travers le monde, et nos discussions ont permis de discuter du rôle central que jouent les travailleurEs pour en finir avec ce système et construire une autre société, débarrassée de l'exploitation et de toute forme d'oppression.

### Remontée des luttes internationales face à l'offensive des capitalistes

Pour les jeunes, l'avenir promis n'est que précarité, oppressions et guerres. En Italie par exemple, la construction d'une exposition internationale reposera sur 13 800 travailleurs mais seulement 300 seront rémunérés, puisque le reste sera composé de jeunes stagiaires, non rémunérés donc... L'esclavage serait-il en train de

réapparaître? Les classes dirigeantes sont donc organisées à l'échelle internationale pour détruire notre avenir. Mais les jeunes et la classe ouvrière relèvent la tête et commencent à s'organiser pour résister aux attaques des capitalistes. Dans l'État espagnol, le phénomène des marées regroupent des dizaines de milliers de salariéEs et d'usagerEs en défense des services publics et a réussi à stopper la fermeture d'hôpitaux. En Argentine, plusieurs journées de grève nationale interprofessionnelle ont eu lieu et la grève de Lear polarise le mécontentement social. Aux États-Unis, un mouvement dans les Wall Mart, les fast-food ou pour le salaire minimum se développe à l'échelle de tout le pays. Les résistances à l'échelle internationale commencent à franchir un cap. Le développement de l'auto-organisation en Argentine, mais aussi dans des entreprises en Italie contre leurs fermetures, ou dans le mouvement des marées dans l'État espagnol montre la voie à suivre pour prendre en main nos luttes et rompre avec le capitalisme.

Ces mouvements ne sont pas généralisés mais ils peuvent avoir un écho plus important qu'auparavant. La crise économique vient donc se doubler d'une crise politique où la légitimité de ce système et des gouvernements est de plus en plus faible et remis en cause. Mais cela peut aussi profiter à l'extrême droite qui se développe à l'échelle européenne. Les discussions aux RIJ ont donc aussi porté sur la nécessité de la combattre. Une échéance peut être les rassemblements qui se tiendront prochainement en mémoire de Pavlos Fyssas, militant grec assassiné l'année dernière par Aube dorée.



## Qui sommes-nous?

**L**e NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité

et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service,



Affiche Belge

### Des possibilités pour les anticapitalistes et les révolutionnaires, des réponses diverses

Dans cette situation, les anticapitalistes et les révolutionnaires peuvent avoir un espace politique important en démontrant leur utilité dans les luttes et les résistances au quotidien, en mettant en avant la nécessité de renverser ce système. Au cours de cette semaine, les discussions ont donc beaucoup porté sur la nécessité de s'organiser dans des partis politiques, et le type de parti dont nous avons besoin pour répondre aux enjeux de la situation. Des réponses différentes sont apportées en fonction des pays mais aussi parce que les avis ne sont pas unanimes. Au Danemark, les militantEs anticapitalistes du SAP sont engagés dans la construction de l'Alliance rouge et verte, une coalition large qui a une audience électorale importante. Les débats qui traversent cette coalition reflètent souvent des positions contradictoires. Ainsi, l'ARV a pu parfois voter pour le budget national présenté par le gouvernement en place et parfois s'y

opposer. Dans ce cadre, les militantEs du SAP mènent donc des batailles politiques importantes. Le projet des camarades est de construire un parti dont le périmètre ne soit pas révolutionnaire, pour favoriser l'émergence d'une alternative politique au gouvernement actuel. D'autres camarades mènent des expériences différentes. En Grèce, les militantEs présents au camp sont investis dans Antarsya, un front anticapitaliste et révolutionnaire plus homogène qui place donc son centre de gravité dans les mobilisations sans penser que c'est par un accord avec Syriza et la gauche institutionnelle que se trouve les solutions pour les travailleurEs. Ces débats importants traversent toute la gauche révolutionnaire en Europe et dans le monde. Le simple développement des luttes sociales ne suffira pas à sortir de la crise et à en finir avec cette société. Il y a besoin de partis politiques révolutionnaires suffisamment forts numériquement et politiquement pour jouer un rôle permettant aux explosions sociales d'ouvrir des brèches dans le système, pour disputer la colère populaire à l'extrême droite et aux forces qui veulent la canaliser vers des solutions institutionnelles. Au NPA, ces débats nous traversent également : sur le rapport au Front de gauche, l'utilité de notre organisation dans les mobilisations, etc. Les RIJ permettent donc d'avoir un éclairage international riche permettant de mieux montrer qu'il ne s'agit pas de questions abstraites mais des réponses que nous apportons aux problèmes actuels de la lutte des classes.

Nous nous sommes donc donné rendez-vous au prochain camp qui se déroulera à la fin du mois de juillet 2015 en Belgique.

**Pour nous rejoindre, contactez-nous : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)**

**JBP et Damien**



Exposition

# « Outrenoir en Europe: Musées et fondations »

Au Musée Soulages à Rodez (Aveyron)

Le tout nouveau musée consacre sa première exposition à Pierre Soulages, 95 ans cette année, occasion pour sa ville natale de montrer sa recherche artistique constante d'une diversité et d'une complexité insoupçonnée.

Le musée expose avec bonheur ses œuvres sur papier, rarement montrées, depuis les premiers brous de noix de 1947, les peintures huiles ou gouaches, les eaux fortes et les lithographies des décennies suivantes : transparences et superpositions ; couleurs rares et simples sous le noir qui domine peu à peu, laissant encore éclater le blanc du papier.

Dans ces formes abstraites et épurées, appliquées avec des outils industriels, brosses de peintre en bâtiment, on cherche vainement un idéogramme, une interprétation sémiotique. Pour Pierre Soulages, l'art est sourd, avec une part de hasard dans le geste contrôlé, les transparences maîtrisées, les matières apprivoisées, les lumières surgissantes : « C'est ce que je fais qui m'apprend ce que je cherche ». Puis à partir de 1979, ses peintures virent au noir complet. La matière, épaisse, est travaillée avec d'innombrables variations, rayée, striée, éraflée ou lisse brillante, plus rarement mate, laissant parfois transparaître de rares traces



blanches. Ses aspérités accrochent la lumière qui s'irise et fait virer au blanc le noir, cette non-couleur qui les contient toutes et qu'il a dénommé « Ultranoir ». Un rythme primaire géométrique d'une grande force, des motifs secondaires aux variations infimes ou aléatoires,

provoquent à la fois un choc et un envoûtement. Des toiles gigantesques, « multiptyques » s'assemblant en continuité, en décalage ou en dissonance, « choses » en lévitation entre sol et plafond selon le vœu de l'artiste, s'ouvrent au regard de chacun.

Un sillon singulier

« Ma peinture est un espace de questionnement et de méditation où les sens qu'on lui prête peuvent venir se faire et se défaire... Recherche sur la matière et la lumière encore pour les vitraux de l'abbaye de Conques où il trouve l'équilibre entre cristallisation et fusion de la silice pour donner cet aspect de pierre translucide qui rend, tant de l'intérieur que de l'extérieur, une lumière ocre ou gris-bleutée non uniforme : harmonie entre pierre du mur et schiste de la toiture, entre Moyen Âge et art contemporain. Le musée en explique la genèse.

Opiniâtre, il creuse son sillon singulier, volontairement à l'écart de tout mouvement, même celui des expressionnistes abstraits américains Barnett Newman, Mark Rothko ou Franz Kline. Il jouit d'une reconnaissance internationale et figure très tôt dans les plus grands musées du monde.

Aujourd'hui, Pierre Soulages revient au pays, merveilleusement mis en scène dans une superbe architecture conçue par les espagnols RC R, composition de blocs brutalistes en acier Corten rouillé, en résonance avec les brous de noix et les eaux fortes ; grandes parois intérieures en acier noir formant un écrin feutré aux Ultranoirs ; échappées visuelles sur le paysage des monts d'Aubrac

cher à l'artiste. Souhaitons comme Pierre Soulages que ce tout nouveau musée ne soit pas un musée d'artiste de plus, mais un centre de vie, pédagogique, ouvert à la création multiple et aux autres artistes.

Ugo Clerico

Essai

# Bancocratie de Éric Toussaint (préface de Patrick Saurin)

Éditions Aden, 2014, 24 euros

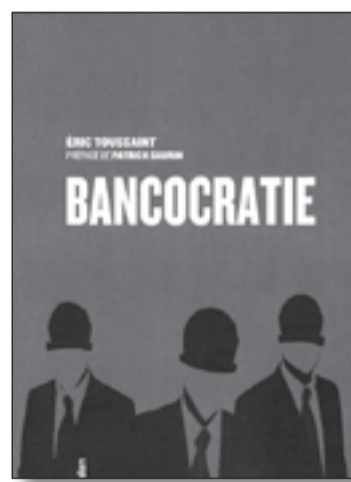
Vous ne savez pas très bien ce qu'est une agence de notation ou bien la FED et vous êtes plein d'incertitudes sur ce que fait la BCE ? Bancocratie est pour vous. C'est un livre documenté et pédagogique sur les banques et leur évolution, des années 70 jusqu'à la crise actuelle. Éric Toussaint, universitaire mais surtout responsable du CADTM (Comité pour l'abolition de la dette du tiers monde) y a synthétisé une masse énorme d'informations.

L'introduction souligne l'imbrication inextricable entre banques, entreprises et États et montre l'impossibilité, dans la phase actuelle du capitalisme, de distinguer capital financier et capital industriel. L'ouvrage rappelle que dissimulation et fraude sont des pratiques inhérentes aux banques : maquillage de leur situation réelle en 2008 (et depuis... comme l'a montré cette année le cas de la grande banque portugaise Espirito Santo, dont les pertes gigantesques ont nécessité début août 2014 un soutien de l'État dépassant 4 milliards d'euros), manipulations du Libor (un taux d'intérêt qui sert de référence à une masse énorme de crédit dans le monde), recyclage de l'argent de la drogue, encouragement et soutien à la fraude fiscale, etc. On lira notamment l'édifiante histoire de la banque HSBC et de son dirigeant, PDG, homme d'église et ministre.

Pour mettre fin à tout cela, la socialisation du système bancaire et des assurances privées (qui passe par l'expropriation sans indemnité de leurs grands actionnaires) est à juste titre présentée comme nécessaire. Sont également développées 19 mesures concrètes et plus limitées susceptibles de permettre de réaliser un front plus large, avec, parmi elles, un « pôle financier public ». Ce point mériterait discussion, et d'ailleurs, Éric Toussaint souligne que de telles mesures ne mettraient pas fin à l'emprise du capital privé sur les banques. On trouvera enfin dans l'ouvrage une démonstration

éclairante sur la politique des institutions européennes : celle-ci n'est pas un échec, comme le soutiennent certains, mais elle répond à la logique d'un capital assoiffé de plus-value. La question de l'euro n'est sciemment pas traitée, de même que celle de l'articulation entre ruptures nationales et réorientation européenne, mais on ne peut qu'être d'accord avec la dernière phrase de l'ouvrage : ce qui sera décisif, c'est qu'« au travers de l'auto-activité et de l'auto-organisation les populations deviennent actrices de leur propre destin ».

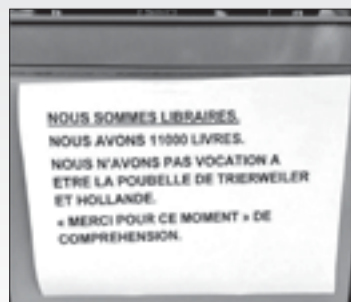
Henri Wilno



## Coup de gueule Bingo!

Si vous écrivez un livre, toutes statistiques confondues, vous pouvez en vendre au mieux 6000 exemplaires, et vous toucherez, dans un ou deux ans, un ou deux euros par livre, mais ça c'est vous...

Si vous êtes unE peupE, ayant de préférence été trompéE par son compagnon, alors, par l'odeur du gain alléché, vous trouverez un éditeur qui vous organisera un « coup médiatique ». Le peuple avide de faits divers et de contes de fée/sorcière, ne verra pas le mépris que vous



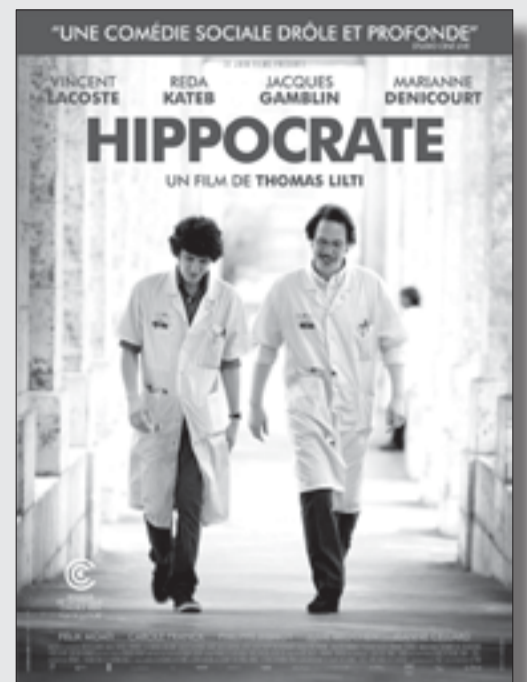
Affiché dans une librairie... DR

avez pour lui en l'associant à ce qui se passe dans votre salle de bain et achètera avidement votre livre.

Pour mieux vous appâter, l'éditeur vous donnera plein de sous pour que vous écriviez plein de trucs dégoutants qui font vendre – cela s'appelle un « à valoir » –, n'hésitez pas à demander 100 000 euros, un tiens vaut mieux... Et quand le peuple crédule aura acheté vos livres nauséabonds, vous aurez encore des sous. Mais comme l'éditeur en aura gagné beaucoup, beaucoup, il sera généreux, généreux, généreux : demandez donc au moins 3 euros par livre!

Catherine Segala

Cinéma



# Hippocrate de Thomas Lilti

Avec Vincent Lacoste, Reda Kateb et Jacques Gamblin.

Sortie le mercredi 3 septembre.

Les films « de médecins » constituent un genre cinématographique qui va de la grosse comédie au suspense médical. La particularité de celui-ci, c'est son réalisme et la finesse avec laquelle sont analysées les relations entre les diverses catégories de personnel, du gestionnaire aux soutiers qui poussent les poubelles dans les sous-sol, en passant par les grands patrons, chefs de service, infirmierEs, internes autochtones et médecins étrangers. Car un hôpital, c'est une véritable usine.

Le comédien Reda Kateb compose un très beau personnage de médecin algérien qui doit trimer dur pour tenter d'obtenir son équivalence, mais se comporte avec une grande dignité, quitte à prendre des risques quand la situation l'exige. Hippocrate oscille entre l'humour, le drame et l'étude sociologique proche du reportage, mais se termine par une révolte contre une sanction particulièrement injuste. La scène de l'assemblée du service face à un gestionnaire qui ne songe qu'à son bilan financier est particulièrement réussie et émouvante.

Sans jamais tomber dans la caricature ni le manichéisme, ce film constitue un réquisitoire sans appel contre la politique de rentabilisation des hôpitaux et les économies qu'elle entraîne, au détriment des personnels comme des patientEs.

Gérard Delteil

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h





**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# GRÈVE DES FAST-FOOD AUX USA

## “ Nous sommes un mouvement maintenant! ”



**Entretien.** Assistante sociale à la retraite, Ann Montague est syndiquée à SEIU depuis 30 ans (syndicat des employés des services) et membre de Socialist Action, organisation politique en sympathie avec la Quatrième Internationale. Elle revient avec nous sur la grève nationale des fast-food qui a récemment balayé le pays, pour une augmentation du salaire minimum horaire à 15 \$ de l'heure et le droit de constituer un syndicat sans être réprimé.

### Comment ton syndicat s'est-il retrouvé à organiser cette grève des fast-food ?

Quand la direction du syndicat annonça aux syndiquéEs qu'elle avait décidé d'aider à organiser des grèves de fast-food à New York en 2012, j'ai été surprise comme tout le monde. La présidente Mary Kay Henry a mis en avant dans le cadre de la commission exécutive la proposition controversée d'investir du personnel et des ressources financières dans le fait de faire militer les travailleurEs des fast-food, pas pour les syndiquer mais pour augmenter les salaires de toute la profession. Une partie de la bureaucratie était contre et même si sa proposition l'a emporté, il était sous-entendu que si c'était un échec, considérant tout cet argent dépensé pour des gens qui n'étaient même pas membres de SEIU, elle ne serait pas réélue. La position de celle-ci était de dire que si on augmentait les salaires dans un secteur, cela aurait un impact sur tous les salaires.

### Comment le mouvement a-t-il commencé ?

En 2012, un groupe appelé « New York Communities for Change » [Ndt : « Les communautés new-yorkaises pour le changement »] faisait un travail sur la question des logements à prix abordable. Ils se sont vite rendu compte que la majorité des employés de fast-food à qui ils s'adressaient n'avaient même pas de quoi se loger. Ils dormaient dans des abris pour SDF et sur le sols des appartements de leurs amiEs. En conséquence, SEIU a commencé à organiser des réunions sur la question des bas salaires des employés de fast-food. Les travailleurEs ont vite décidé qu'ils voulaient 15 \$ de l'heure et le droit d'avoir un syndicat et ils étaient prêts à se mettre en grève. La première grève a eu lieu à New York quand 200 travailleurEs ont débrayé, et depuis leur nombre

n'a cessé de croître. Cette année, au mois de mai, il y avait des grèves dans 150 villes et 33 États. Ce 4 septembre 2014 a eu lieu la septième journée de grève : elle était plus étendue, avec davantage de villes dans le sud et le sud-est. Il y a eu des actions de désobéissance civile, et dans huit villes les garde-malades à domicile se sont joints aux employéEs de fast-food, exigeant également 15 \$ de l'heure.

### Quelles sont les principales revendications ?

Pour l'instant, il y a deux revendications principales : 15 \$ de l'heure et le droit d'avoir un syndicat sans être menacé. Aux États-Unis, il y a un salaire minimum fédéral [Ndt : national] qui s'applique aux 50 États. Certains États en ont un plus élevé. Actuellement, le salaire minimum fédéral est de 7,25 \$. Dans le discours de Martin Luther King lors de la marche sur Washington de 1963, il exigea alors un salaire minimum de 2 \$ de l'heure. En ajustant avec l'inflation aujourd'hui, ces 2 \$ qu'il exigeait représenteraient 15,27 \$. En général, 15 \$ de l'heure est considéré comme un « salaire permettant de vivre » alors que tout ce qui est en-dessous est considéré comme un « salaire de misère »...

### Quelle est la réaction du gouvernement ?

La principale réponse du gouvernement a été le silence. On entre dans une période électorale à partir de novembre. Les politiciens savent que la population soutient l'augmentation du salaire minimum, donc ils ne peuvent pas réellement s'y opposer. Le président Obama a fini par mettre en avant la proposition d'un salaire fédéral de 10,10 \$ de l'heure, afin de couper l'herbe sous le pied aux manif et grèves. L'argument qu'ils ne peuvent éluder est qu'un salaire inférieur à 15 \$ est un « salaire de misère ». Bien que les

**Bien que les Démocrates soient des experts en termes de récupération de mouvement, jusqu'à maintenant ils n'ont pas réussi à arrêter le mouvement « pour 15 \$ et un syndicat ».**

Démocrates soient des experts en termes de récupération de mouvement, jusqu'à maintenant ils n'ont pas réussi à arrêter le mouvement « pour 15 \$ et un syndicat ».

### Et la répression ?

La loi fédérale permet « l'activité concertée » des travailleurEs. Cela signifie que les travailleurEs ont le droit de se joindre les uns aux autres pour demander de meilleures conditions de travail. Les grèves des fast-food ne sont pas des grèves traditionnelles, où les travailleurs débrayent et mettent en place un piquet de grève pour empêcher d'autres travailleurs ou des clients d'entrer dans l'entreprise. Ces travailleurEs quittent le lieu de travail et sont rejoints par la population et leurs soutiens dans les manifestations et les meetings. En général, ce ne sont pas tous les travailleurEs du même restaurant mais des travailleurEs de différents restaurants qui se rejoignent. On dirait que les patrons comprennent que les sanctions vont entraîner plus de protestations et que si ça se trouve, davantage de travailleurEs participeront à la prochaine grève. Avec l'extension du conflit à de plus petites villes, on va peut-être avoir d'autres difficultés. Lors des impressionnantes actions de désobéissance civile du 4 septembre, 500 manifestantEs ont été arrêtés mais tous ont été relâchés.

**Dans certaines villes, on a vu des syndiqués rejoindre les manif en soutien à Ferguson. Quels sont les liens entre les deux mouvements ?** Ferguson est au Missouri, un État avec une forte tradition syndicale. À Ferguson, il y avait des groupes de gens issus de « Montre moi les 15 \$ » actifs dans les manif pour Michael Brown. Shermale Humphries qui en fait partie a dit qu'elle avait travaillé au Mc Donald's de l'autre côté de la rue où Michael Brown a été tué. « Je devais y participer [à ces manif] » a-t-elle dit. « Je suis afro-américaine et cela aurait pu être n'importe qui que je connaissais. Je ne peux plus laisser cela arriver ». Elle a dit que son expérience dans la grève des fast-food l'a aidée à organiser les manifestations à Ferguson. Et la mère de Michael Brown était membre de l'UFCW [Ndt : syndicat des travailleurs du commerce]. La dirigeante de son syndicat a immédiatement fait un communiqué de presse condamnant les actions de la police et soutenant la demande de la mère de Michael d'une enquête et que justice soit faite.

### Que signifie ce mouvement en termes de renaissance du mouvement ouvrier ?

Pour qu'il y ait une renaissance du mouvement ouvrier, il faut qu'il y ait une rupture avec le Parti démocrate. Comme tu le sais probablement nous n'avons pas de parti de la classe ouvrière dans ce pays. Nous avons deux partis capitalistes et tant que les bureaucrates syndicaux seront à l'entière disposition du Parti démocrate, le mot « renaissance » est trop fort. Cependant, ce mois-ci un gréviste a été cité disant : « Nous sommes un mouvement maintenant ! ». C'est important. **Propos recueillis et traduits par Stan Miller**

## Vu ailleurs

**El Watan** **REFUZNİKS.** Une quarantaine de soldats de réserve de la plus prestigieuse unité de renseignement militaire israélien ont décidé de ne plus endosser l'uniforme pour ne plus avoir à participer aux injustices commises, selon eux, contre les Palestiniens, a rapporté hier l'AFP (...) Il s'agit de l'une des plus importantes expressions d'objection de conscience depuis des années en Israël. « Nous, anciens de l'unité 8200, réservistes mobilisés ou mobilisables, déclarons que nous refusons de prendre part à des actions contre les Palestiniens et de continuer à être instrumentalisés pour renforcer le contrôle militaire sur les Palestiniens dans les territoires occupés », écrivent 43 officiers et soldats signataires d'une lettre adressée au Premier ministre et au chef d'état-major israéliens. (...) Ces refuzniks (terme désignant des Israéliens refusant de servir) dénoncent « la persécution politique » à laquelle participe leur activité d'espionnage ; des tribunaux militaires rendant leurs jugements sans que les Palestiniens aient accès aux preuves rassemblées contre eux et des agissements montant les Palestiniens les uns contre les autres. (...) Ce Manifeste des 43 émane d'une unité qui, par la force des choses, sort rarement de l'ombre. L'unité 8200 est un service d'élite de renseignement militaire. Spécialisée dans la cyberdéfense, chargée des écoutes, elle est souvent comparée à la NSA (National security agency) américaine. Dans un pays où l'armée joue un rôle prééminent et où l'opinion a très majoritairement soutenu la récente guerre à Gaza, la dernière manifestation marquante d'objection de conscience remonte à 2003, lors de la seconde Intifada. Vingt-sept pilotes de l'armée de l'air avaient refusé de mener des opérations de liquidation dans les Territoires palestiniens. (...) Une femme parle de l'erreur d'identification qu'elle a commise et qui a conduit, selon elle, à la mort d'un enfant. D'autres s'émeuvent d'avoir à écouter les conversations les plus intimes de Palestiniens. « Si tu es homosexuel, et que tu connais quelqu'un qui connaît quelqu'un qui connaît l'homme que l'on recherche, Israël va transformer ta vie en enfer », explique un autre à titre d'exemple. (...) « 43 soldats refusent de servir », rédaction internationale, *El Watan.com* (Algérie), samedi 13 septembre 2014.

## S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 10 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org